

ASSOCIATION DES UNIVERSITES AFRICAINES



RAPPORTS ANNUELS

2000 -2001

&

2001 - 2002

© Association des Universités Africaines, 2004

Maison des Universités Africaines
Aviation Road Extension
P.O. Box AN 5744
Accra, GHANA

TABLE DES MATIÈRES

1^{er} PARTIE - RAPPORT ANNUEL 2000-2001

INTRODUCTION	1
I. ACTIVITÉS THÉMATIQUES	2
A. <i>Leadership et Gestion</i>	3
1. Programme d'Etude sur la Gestion de l'Enseignement Supérieur en Afrique in Africa	3
2. Atelier des Cadres Supérieurs d'Universités (SUMA)	7
B. Qualité de la Formation et de la Recherche	8
1. Réseau pour la Coopération Régionale en Formation Tertiaire et Recherche	8
2. Programme de 3e Cycle d'Etudes Humanitaires et de Réfugiés	9
3. Le Développement des Systèmes d'Assurance-Qualité dans les Universités Africaines	11
C. <i>Technologies de l'Information et de Communication (TIC)</i>	13
D. <i>Les Femmes dans les Institutions Tertiaires Africaines: Équité, Renforcement et Évolution</i>	16
E. <i>Amélioration de la Gestion et de l'Acces aux Oeuvres d'Universitaires Africains: Base de Données sur les Thèses et Mémoires Africains (DATAD)</i>	17
II. ACTIVITÉS NON-THÉMATIQUES	19
A. <i>Services Aux Membres</i>	19
1. Echange de Personnel	19
2. Programme International de Bourses	20
3. Petites Subventions pour Thèses et Mémoires	21
B. <i>Etude sur les Universités Privées en Afrique</i>	22
C. <i>Diffusion de l'Information</i>	23
1. Le Guide de l'Enseignement Supérieur en Afrique	23

2. Articles de Recherche	23
3. Articles Occasionnels	24
4. Lettres d'Information	24
5. Rapports de Séminaires / d'Ateliers / de Conférence	24
6. Internet	24
D. <i>Plaidoyer: Journée de l'Université Africaine 2001</i>	24
III. RAPPORTS ADMINISTRATIFS	25
A. <i>56ème Réunion du Conseil Exécutif</i>	25
B. <i>Adhésions de Nouveaux Membres</i>	25
C. <i>Retraite du Personnel de l'AUA</i>	25
D. <i>Affaires du Personnel</i>	26
IV. PERFORMANCE FINANCIERES (de Juillet 2000 à Juin 2001)	27

TABLE DES MATIÈRES

2^{ème} PARTIE - RAPPORT ANNUEL 2001-2002

INTRODUCTION	33
I. ACTIVITÉS THÉMATIQUES	35
A. <i>Leadership et Gestion</i>	35
1. Programme d'Etude sur la Gestion de l'Enseignement Supérieur en Afrique in Africa	35
2. Atelier des Cadres Supérieurs d'Universités (SUMA)	36
B. <i>Qualité de la Formation et de la Recherche</i>	37
1. Réseau pour la Coopération Régionale en Formation Tertiaire et Recherche	37
2. Le Développement des Systèmes d'Assurance-Qualité dans les Universités Africaines	42
C. <i>Technologies de l'Information et de Communication (TIC)</i>	44
D. <i>Amélioration de la Gestion et de l'Acces aux Oeuvres</i>	

<i>d'Universitaires Africains: Base de Données sur les Thèses et Mémoires Africains (DATAD)</i>	44
E. <i>Programmes du Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur</i>	46
II. ACTIVITÉS NON-THÉMATIQUES	49
A. <i>Services Aux Membres</i>	49
1. Echange de Personnel	49
2. Programme International de Bourses	51
B. <i>Diffusion de l'Information</i>	53
1. Le Guide de l'Enseignement Supérieur en Afrique	53
2. Articles de Recherche	54
3. Lettres d'Information	54
4. Internet	54
C. <i>Plaidoyer: Journée de l'Université Africaine 2001</i>	54
III. RAPPORTS ADMINISTRATIFS	55
A. <i>57ème Réunion du Conseil Exécutif</i>	55
B. <i>Adhésions de Nouveaux Membres</i>	55
C. <i>Le Protocole d'entente entre l'AUA et l'ADEA/BM</i>	55
D. <i>Affaires du Personnel</i>	56
IV. PERFORMANCE FINANCIERES (de Juillet 2001 à Juin 2002)	57
V. ANNEXES	61

1^{er} PARTIE
Rapport Annuel 2000-2001

INTRODUCTION

L'Association des Universités Africaines (AUA) dont le siège se trouve à Accra au Ghana, a été fondée lors d'une conférence le 12 Novembre 1967 à Rabat au Maroc. A cette Conférence constitutive, les statuts de l'Association ont été adoptés. Un conseil Exécutif a été élu et des fonctionnaires désignés pour veiller à l'exécution des activités de l'AUA.

L'Association vise à promouvoir l'échange, le contact et la coopération entre les institutions africaines d'enseignement supérieur. Pour atteindre ce but, elle collecte, organise et dissémine des informations sur l'enseignement supérieur et la recherche particulièrement en Afrique, favorise la coopération entre les institutions africaines dans le développement des programmes d'études et des équivalences de diplômes, encourage le contact permanent entre les membres de l'AUA et le monde académique international, organise et appuie l'organisation des séminaires et conférences entre le personnel académique, les administrateurs et d'autres personnes s'intéressant aux problèmes d'enseignement supérieur en Afrique. L'AUA conduit également des études et fait connaître les besoins en éducation des institutions africaines d'enseignement supérieur et coordonne les moyens par lesquels certains de ces besoins peuvent être satisfaits. Enfin, elle encourage le développement et une large utilisation des langues africaines dans l'enseignement et la recherche.

Les principaux organes de gouvernance de l'AUA sont : une Conférence Générale qui se réunit tous les quatre ans, un Conseil Exécutif de 16 membres qui se réunit au moins une fois l'an et un Secrétariat dirigé par un Secrétaire Général. Une liste des membres du Conseil Exécutif de 2001-2004 se trouve en annexe 1.

Comme l'année fiscale de l'Association va de juillet en juin, ce rapport annuel couvre le programme des activités entreprises par le Secrétariat de juillet 2000 à juin 2001. Il comprend également les rapports administratif et financier de l'Association de la période. Bien que l'Association a adopté un nouveau programme majeur d'activités quadrénal lors de sa Conférence Générale en février 2001, la majorité des programmes faisant objets de ce rapport sont des continuations des programmes de la précédente quadrénale. Seuls deux des programmes sont entièrement nouveaux. Il s'agit de: VIH/SIDA et l'Université Africaine, et l'Education pour la paix et la prévention des conflits. Les activités de ces deux programmes ne sont pas incluses dans ce rapport car ils sont encore au stade de développement.

I. ACTIVITÉS THÉMATIQUES

Cadre

Le développement d'un programme majeur cohérent donne un intérêt plus clair aux activités de l'AUA et offre un cadre aux bailleurs de fonds et autres parties prenantes pour contribuer à l'appui du Programme comme un tout au lieu d'apporter leur appui à des activités isolées, une approche qui a failli déranger l'équilibre de la mise en œuvre du programme dans le passé. La force de cette approche est qu'elle concentre ses efforts et ressources sur un thème général déterminé, améliorant ainsi les chances d'avoir de l'impact, particulièrement sur le renforcement des capacités dans les universités membres dans les domaines identifiés sous le thème général.

En concevant le programme majeur d'activités, l'AUA s'appuie sur les résultats des divers ateliers et séminaires ainsi que sur l'évaluation des progrès universels, régionaux et nationaux pertinents pour l'enseignement supérieur. Le plus important de ces derniers éléments est la gêne économique de la plupart des universités et la pression pour un accès accru à l'enseignement supérieur. La globalisation de l'économie mondiale et la naissance de la "société du savoir" constituent les facteurs déterminants dans le développement du présent Programme Majeur.

A sa 10e Conférence Générale, l'AUA a approuvé un nouveau Programme Majeur pour une période de quatre ans allant de 2001 à 2004 et couvrant les sous-thèmes suivants:

- Leadership et Gestion
- Qualité de la Formation et de la Recherche
- Technologies de l'Information et de la Communication
- Les Femmes dans les Institutions Tertiaires en Afrique
- Amélioration de la Gestion et de l'Accès aux travaux des Erudits Africains
- Problèmes Emergeants (VIH/SIDA et Education pour la Paix et la Prévention des Conflits)

Une gamme d'activités est planifiée pour s'inscrire dans ces sous-thèmes. En outre, l'AUA continuera à fournir aux membres des services spéciaux visant à

promouvoir la mobilité académique et l'amélioration de la qualité. Actuellement, ces services couvrent:

- Les échanges de professeurs
- Les bourses et autres subventions d'appui

Mise en Oeuvre

Comme par le passé, la stratégie générale pour la mise en œuvre du Programme Majeur aura deux principales composantes : coopération inter - universitaire et encouragement du suivi des activités au niveau des institutions individuelles et au niveau de la Conférence des Recteurs, Vice Chanceliers et Présidents d'Universités Africaines (COREVIP).

Financement

Le financement du Programme proviendra des cotisations des universités membres, des subventions des pays africains, de l'Organisation de l'Unité Africaine et de l'assistance des partenaires en développement. Pour réduire les coûts de mise en œuvre, les ateliers, les séminaires et les activités similaires, autant que possible, seront organisés de façon à coïncider avec les principales activités statutaires, notamment la Conférence des Recteurs, Vice Chanceliers et Présidents des Universités Africaines.

A. Leadership et Gestion

1. Programme d'Etude sur la Gestion de l'Enseignement Supérieur en Afrique

En 1993, le Programme d'Etude a été lancé comme une des activités liées au sous-thème : Leadership et Management; ce programme vise à formuler et à promouvoir des politiques pour un financement, une gestion et une gouvernance améliorés des universités africaines et à renforcer les capacités locales pour une évaluation systématique et continue et une participation à la prise de décision ainsi qu'à l'administration de l'enseignement supérieur.

Le Programme d'activités comprend des subventions aux chercheurs dans les universités africaines pour appuyer des études sur des thèmes choisis ; des

séminaires de recherche et des ateliers ; la dissémination des résultats des recherches et échange d'informations et des ateliers de développement de la gestion. On espère que le Programme identifiera les chercheurs en enseignement supérieur et accroîtra la collaboration et la mise en réseau parmi eux et entre eux et leurs homologues à l'étranger ; renforcera la capacité de recherche en enseignement supérieur en Afrique ; développera et disséminera de nouvelles perspicacités en politique et gestion de l'enseignement supérieur et donnera une exposition internationale au Programme d'Etude et à l'AUA en général.

La période en revue a enregistré une convergence de trois générations de projets de recherche (Lots 2-4) et la conclusion de la phase 1. Elle a également enregistré une intensification de la dissémination et de mise en réseau des composantes du Programme d'Etude. En plus, il y a eu un début des préparatifs pour une proposition destinée à la phase 3 du Programme.

Réunion du Comité Scientifique

Un sous-comité du Comité Scientifique s'est réuni en août 2000 pour sélectionner les chercheurs candidats pour le Lot 4 du Programme de Subventions de Recherche.

Une réunion de tout le Comité tenue en octobre 2000 a examiné et approuvé le Rapport du Coordinateur ainsi que les rapports d'activités des Personnes Ressources aux projets. Il a étudié d'autres questions et a approuvé le Plan de Travail pour la période 2000-2001.

Projet de Subventions de Recherche

Le travail est virtuellement terminé sur les projets de Lot 2. Les Rapports Définitifs sont maintenant soumis pour tous les quinze (15) projets ainsi que pour douze (12) essais. Il est peu probable que les essais restants puissent être terminés de façon satisfaisante. La liste complète des rapports a été postée sur le site web de l'AUA à : www.aau.org/studyprogram/reports.htm

Des dix projets d'Etudes de Suivi d'Employeur au niveau supérieur, six ont soumis des rapports finals dont un en projets et quatre essais. Les rapports restants se trouvent à diverses étapes d'élaboration.

La supervision, le travail de terrain, un atelier et la rédaction de rapport pour les projets du Lot B, comprenant les Etudes de Suivi, se poursuivent à grands pas.

Les rapports finals et les essais doivent être soumis à la fin du mois de mai. Déjà trois rapports et un essai ont été soumis.

L'annonce pour le second lot de propositions de subvention de recherches au titre de la Phase II (Lot 4) a attiré des demandes de plus de 120 chercheurs. Après un examen sélectif au Secrétariat, dix propositions ont été retenues par une sous-commission du Comité Scientifique. Les candidats retenus ont été invités pour re-soumettre des propositions révisées conformément aux commentaires faits par les Personnes Ressources et le Comité Scientifique. Sur la base des propositions révisées et en tenant compte de l'équilibre sexo-spécifique, géographique et linguistique ainsi que de la position des institutions des pays des candidats, huit subventions ont été finalisées et approuvées. Elles ont été ratifiées à la réunion du Comité Scientifique au mois d'Octobre.

Ateliers

Un atelier d'Induction et de Méthodologie à l'intention de tous les bénéficiaires de subventions de recherches du Lot 4 s'est déroulé à Accra. Toutes les équipes de recherche ont été représentées à l'Atelier qui, comme d'habitude, a impliqué la concertation détaillée en groupe et individuelle avec les Personnes Ressources et les interactions entre pairs.

Un Atelier de Collecte et d'Analyse de Données s'est tenu à Winneba en Octobre 2000 pour les chercheurs du Lot 3. Tous les chercheurs y ont assisté à l'exception d'un seul. Le travail de groupe et le travail individuel avec les Personnes Ressources ont suscité du progrès au niveau de tous les projets.

En août 2000, trois chercheurs du projet de Suivi du Lot 2 ont entrepris un séminaire d'un mois au Centre d'Enseignement Supérieur et de Travail à l'Université de Kassel pour finaliser leurs projets et se joindre aux Personnes Ressources dans la préparation d'une étude comparative de tout le Projet Tracer. Trois rapports et trois essais ont été soumis et une monographie sur l'étude comparative est prévue pour être publiée.

Publications

Six documents ont été publiés dans la "Collection Rapports de Recherche de l'AUA" (voir liste en Annexe 2) et trois autres ont été déjà édités et apprêtés pour publication. En outre, une monographie sur une étude faite par Kaijage a été publiée par la Faculté de Commerce et de Gestion de l'Université de Dar es Salaam

Participation aux Conférences

Des arrangements ont été faits pour que deux chercheurs participent au Séminaire de Salzburg (sur l'enseignement supérieur) en Juillet 2000. Joel B. Babalola et Muhammad K. Mayanja ont participé en qualité de chercheurs tandis que le Coordinateur du programme a servi de personne ressource au Séminaire.

L'AUA a présenté un panel sur les Etudes de Suivi à la Conférence Internationale sur la "Mondialisation de l'Enseignement Supérieur en Afrique : le Point de Vue du Sud", tenue Cap en Afrique du Sud, en mars 2001. Des exposés ont été faits par les chercheurs en Etudes de Suivi par Erasmus S. Kaijage, Gerald N. Kimani, Muhammad K. Mayanja et la Personne Ressource Harald Schomburg. Les exposés ont été très bien reçus.

Collaboration et Formation de Réseaux

Le projet de base de données de tous les chercheurs au titre du Programme d'Etude a été achevé. On espère que la base de données va faciliter la mise en réseau parmi les chercheurs du Programme d'Etude et les Personnes Ressources ainsi qu'avec toute la grande communauté de l'enseignement supérieur en Afrique et partout ailleurs. Elle devrait également fournir des informations à d'autres qui sont intéressés par la recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur en Afrique.

Des groupes de chercheurs ont planifié des activités visant à initier des réseaux nationaux ou sous-régionaux de recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur. Au Nigeria, un atelier a été planifié à cet effet pour la fin de l'année. Des suggestions sont en cours pour l'établissement d'un réseau en Afrique de l'Est. On attend des propositions spécifiques. L'AUA fournit l'appui technique et financier pour les deux initiatives.

Proposition pour la Phase 3

Des idées préliminaires pour une proposition de la Phase 3 ont été débattues à la réunion d'octobre du Comité Scientifique. Il a été demandé au Coordinateur du Programme d'Etude d'étoffer ces idées et de les circuler entre les membres du Comité pour recueillir leurs commentaires avant une discussion plus générale à la réunion du Comité en Juin.

2. Atelier des Cadres Supérieurs d'Universités (SUMA)

Historique

L'objectif général des ateliers SUMA est de contribuer au renforcement des capacités de leadership et de gestion des universités africaines pour résoudre les problèmes académiques, financiers et directoriaux actuels et futurs. Il s'adresse aux cadres supérieurs des universités, particulièrement aux Recteurs, aux Présidents, aux Doyens et aux Secrétaires principaux. L'Atelier traite de façon globale, les questions de politique, de planification, de financement et de gestion.

Depuis son introduction en 1991, sept Ateliers SUMA largement couronnés de succès ont été organisés par l'AUA, initialement en collaboration avec le Centre de Recherche en Enseignement Supérieur et en Développement (CHERD / CRESO), Université de Manitoba, Canada; à Harare au Zimbabwe (1991); à Bujumbura, Burundi (1992); à Arusha, Tanzanie (1994); à Abidjan, Côte d'Ivoire (1995); au Cap, Afrique du Sud (1997); à Abuja, Nigeria (1999); à Gaborone, Botswana (2000). Les participants comprennent les Présidents, les Recteurs, les Vice Chanceliers et les responsables d'Universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur, leurs adjoints, les Doyens, les Directeurs et Chefs de Départements, les Directeurs des Affaires Académiques et de la scolarité et les Economes.

Réalisations

Le SUMA VII s'est déroulé du 23 au 29 Septembre 2000 à Gaborone à Sun Hôtel, Gaborone, Botswana en collaboration avec l'Université de Botswana. Les participants sont : huit Recteurs et Vice-Recteurs, huit Directeurs d'Affaires Académiques et de la Scolarité et Directeurs Financiers, six Doyens et Directeurs et 4 autres membres supérieurs du corps professoral et des administrateurs. Il y avait cinq femmes au parmi les participants.

Comme SUMA VI, l'Atelier a été entièrement organisé et dirigé par l'AUA et tous les participants ont payé des droits d'inscription. En plus, la plupart d'entre eux ont payé leur voyage ; seul un petit nombre a reçu un appui pour le coût de l'hébergement et de nourriture.

Le nombre important, la qualité et l'enthousiasme des participants ont été notés par les Personnes Ressources et cela s'est révélé dans l'évaluation positive que les participants ont faite de l'atelier. D'utiles suggestions pour améliorer les

SUMA ont émergé aux cours de la séance de synthèse avec les participants et dans les rapports des Personnes Ressources. Elles devront être examinées et adoptées.

B. Qualité de la Formation et de la Recherche

1. Réseau pour la Coopération Régionale en Formation Tertiaire et Recherche

Background

Le programme avait été initié pour contenir la baisse des capacités d'un important nombre d'universités africaines d'entreprendre de façon effective la formation du troisième cycle et la recherche de qualité durable à cause de la conjoncture économique éprouvée dans plusieurs pays africains au fil des deux dernières décennies. Les fonds de recherche/de l'infrastructure de formation des institutions baissent de façon continue étant donné que la plupart des Universités Africaines dépendent dans une grande mesure de leurs gouvernements pour des subventions. Par conséquent, l'ensemble des contributions du continent au résultat général de la recherche surtout dans les domaines des sciences et de la technologie est désagréablement infime. Préoccupée par ce scénario, l'AUA avait approuvé le sous thème « la qualité de la Formation et de la Recherche » comme un sous-thème de son programme majeur pour les périodes de 1997-2000 et de 2001-2004.

Basée sur les études précédentes qu'elle avait commanditées, l'AUA exécute un projet dont l'objectif spécifique est de créer des réseaux régionaux comme des mécanismes concrets de promotion et de renforcement de la coopération régionale. Le projet intitulé « Réseaux de Coopération Régionale dans le domaine de la Formation du troisième cycle et la Recherche » a été structuré en phases.

La première phase du projet avait démarré en avril 1998 avec une invitation qui avait été adressée aux institutions membres les invitant à soumettre des propositions pour la création et le renforcement des réseaux de formation du troisième cycle et de la recherche. Elle avait abouti en septembre 1998 à la formulation de sept propositions des quarante une reçues pour un groupe d'experts de quatre consultants de l'AUA. La deuxième phase suivit immédiatement et prit fin en novembre 1998 avec la présentation des propositions par les directeurs des réseaux au cours d'une réunion du Groupe de Travail sur

l'Enseignement Supérieur de l'Association pour le développement de l'Education en Afrique (GTES/ADEA) à Ouagadougou, Burkina Faso en novembre 1999. Le GTES/ADEA a approuvé à l'unanimité les propositions de réseaux et décidé de tout mettre en œuvre pour obtenir des fonds pour la mise en œuvre des propositions.

Entre temps, des discussions se sont déroulées en Mars 2000 avec l'Initiative d'Education pour le Développement et la Démocratie (IEDD) d'USA en vue d'un éventuel appui pour la réalisation des propositions. En décembre 2000, l'IEDD a approuvé une subvention de 1 000 000 \$ US (un million de dollars US) en faveur de l'AUA par l'intermédiaire de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique / Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur (ADEA/WGHE). L'IEDD a accordé une flexibilité à l'AUA dans les matières telles que le nombre de propositions à financer et le montant des fonds à allouer à chaque proposition.

Accomplishments

La mise en œuvre des activités de la Phase III a commencé en février 2001 avec les visites de terrain dans les institutions qui dirigent les réseaux proposés pour vérifier leur état actuel, valider les propositions et identifier les domaines de propositions qui nécessitent une révision ou un raffinement. Les réseaux proposés, jugés viables et durables ont eu à produire des versions raffinées de leurs propositions. Avant le commencement des visites des sites, l'un des sept réseaux proposés a retiré sa proposition. L'une des sept propositions soumises pour financement au titre du Programme de 3e Cycle en Etudes Humanitaires et de Réfugiés a été donc substituée pour évaluation au cours des visites des sites.

A la fin des visites, six réseaux ont été jugés viables et durables. Suite à l'examen d'un rapport écrit par le coordinateur sur les conclusions auxquelles il est parvenu au cours des visites, l'AUA a décidé d'approuver la mise en œuvre des réseaux mentionnés en annexe 4.

2. Programme de 3e Cycle d'Etudes Humanitaires et de Réfugiés

Historique

Ce Programme est un projet de l'AUA dans le contexte du Programme de l'AUA sur la Coopération Régionale en Formation Tertiaire et Recherche. Le

Projet conçu pour produire un cadre de diplômés africains qui sont capables de répondre aux crises sociales et humanitaires sur le continent est une réponse au sous-thème, Réponses des Universités Africaines à l'Instabilité Sociale et aux Crises, qui a été présenté pour être débattu à la 9e Conférence Générale à Lusaka en Zambie. La Conférence a soutenu que l'établissement d'une culture de paix ainsi que la capacité de prévenir, de résoudre ou de gérer les conflits est donc devenu une priorité pour l'Afrique. Les Universités Africaines sont confrontées au défi d'assumer une responsabilité beaucoup plus sociale dans le contexte de la promotion d'une stabilité sociale et de prévention ou de gestion des crises, en offrant des programmes d'études et d'études de politique analytique dans les domaines de prévention et gestion de conflits, d'études humanitaires et d'éducation dans les problèmes sexo-spécifiques.

Le mise en œuvre de la Phase I du Projet a débuté en décembre 1998 suite à la réception d'un montant de 50 000 \$ US de DANIDA. L'Association Internationale des Présidents d'Université AIPU a apporté une contribution complémentaire de 10 000 \$ US pour financer la même phase I. La première activité consistait à identifier les universités membres de l'AUA qui ont ou qui envisagent d'introduire des programmes menant aux diplômes post-universitaires ou à des certificats dans les domaines humanitaires et d'études de réfugiés. Des dix neuf (19) institutions identifiées, sept propositions ont été reçues. Elles ont été présentées à l'Atelier des Partenaires qui a eu lieu à Accra du 11 au 12 Juin 1999. Deux consultants ont été désignés par la suite pour évaluer les sept propositions. Un Rapport Final accompagné d'un Rapport Financier montrant des dépenses de 19 920 \$ US concernant l'Atelier des Partenaires et le Rapport des Consultants a été soumis à DANIDA.

DANIDA a accordé à l'AUA la possibilité d'introduire une requête pour les fonds restants (i. e 40 080 \$ US) pour les visites des sites et la validation des propositions étant donné que ces activités dont le budget s'élève à 60 000 \$ US relèvent de la Phase I.

Réalisations

Le Coordinateur a effectué une visite de site à l'Université d'Ibadan au Nigeria, l'un des sept réseaux proposés. La proposition soumise par le réseau a été évaluée dans son ensemble au cours de la visite et elle a été jugée viable et durable. Le réseau a depuis lors soumis une version révisée de sa proposition et il lui a été alloué une subvention de 175 000 \$ US pour la mise en œuvre de ses

activités planifiées. La subvention fait partie de l'appui fourni à l'AUA par l'Initiative d'Education pour le Développement et la Démocratie (IEDD) en USA pour la mise en œuvre des arrangements du réseau au sein du Programme de l'AUA : Coopération Régionale pour la Formation Supérieure et la Recherche dont le GPHRS est une partie intégrante. L'allocation de subvention au réseau a été faite à partir des fonds destinés au projet pour la Qualité de la Formation et de la Recherche mentionné ci-dessus.

3. Le Développement des Systèmes d'Assurance-Qualité dans les Universités Africaines

Historique

En effet, deux tendances très importantes affectent l'enseignement supérieur en Afrique. Il s'agit de l'accroissement rapide des admissions dans les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) du continent en face des ressources en baisse et de la mondialisation des professions en cours dans le monde du travail.

De façon inévitable, la massification a un impact négatif sur la qualité alors que la mondialisation sous-entend à la fois le contrôle et l'assurance qualité. Il est alors évident que les questions d'assurance qualité sont devenues très importantes pour les IES de toutes les nations étant donné qu'elles déterminent à la fois la réputation/l'intégrité des institutions et leurs capacités de jouer leurs rôles uniques dans le processus du développement économique/technologique de leurs environnements. Les systèmes d'assurance qualité doivent alors être vigoureusement redynamisés ou implantés fermement aux niveaux national et régional au sein du continent africain. L'AUA a de toute évidence un important rôle à jouer en établissant et en soutenant les systèmes nationaux et régionaux d'assurance qualité envisagés sur le continent.

Dans le contexte africain, la tâche cruciale qui doit être entreprise d'urgence est la création d'une culture de qualité à nouveau » dans les universités africaines. En termes pratiques, ceci sous-entendra un engagement renouvelé et soutenu des parties prenantes des Universités Africaines de veiller à ce que la qualité transcende la gamme complète des fonctions et activités universitaires : la qualité de l'enseignement, la formation et la recherche qui résident dans la qualité de son personnel et de ses programmes et ressources ; la qualité d'apprentissage – comme un corollaire de l'enseignement et de la recherche qui implique aussi la qualité des étudiants, la qualité de la gouvernance et de la gestion qui ont un impact déterminant sur l'enseignement, l'apprentissage et l'environnement de la recherche.

Le projet de l'AUA intitulé, « le développement des systèmes d'Assurance Qualité dans les Universités africaines », avait débuté en 1999 et est financé par la Fondation Ford avec un budget de l'ordre de 150.000 dollars. Le projet vise à promouvoir les processus d'auto-évaluation de l'amélioration et de la garantie de la qualité de l'enseignement/de l'apprentissage, de la recherche, des fonctions administratives, de la gestion, des politiques institutionnelles et des plans et approches stratégiques de l'internationalisation et des réponses aux demandes sociales en mutation.

Les objectifs globaux du projet sont une revue des pratiques d'assurance qualité passées et actuelles et la conduite d'auto-évaluations institutionnelles dans certaines universités africaines, la promotion d'une prise de conscience des problèmes d'assurance qualité dans les universités africaines, l'encouragement des pratiques et processus d'audit qualité dans les universités africaines, l'assistance aux universités membres pour développer des procédures d'assurance qualité, l'entreprise d'une coordination effective des pratiques d'assurance qualité dans les universités africaines.

Réalisations

Un questionnaire portant sur l'état des pratiques d'assurance qualité dans les universités africaines a été administré aux institutions membres. Des 42 réponses reçues, un Comité de Sélection de l'AUA a choisi 8 institutions, 2 par sous-région d'Afrique à l'exception de l'Afrique Centrale, pour entreprendre une revue de certains aspects de leurs systèmes de gestion d'assurance qualité. Aucune institution n'a été choisie en Afrique Centrale parce qu' aucune réponse n'a été reçue de cette sous-région. Chacune des 8 institutions, l'Université Mohammed V - Souissi du Maroc, Université Assiut d'Egypte, Université d'Abobo - Adjamé, en Côte d'Ivoire, l'Université de Cape Coast au Ghana, l'Université Al Neelain au Soudan, l'Université Libre de Tanzanie en Tanzanie, l'Université de Witwatersand en Afrique du Sud, l'Université de Copperbelt en Zambie, doit recevoir une subvention de 1000 \$ US après soumission d'un rapport suivant un format spécifique. Trois des huit institutions ont soumis des rapports et sont prêtes à subir l'auto-évaluation. L'auto-évaluation et la validation des processus dans les trois institutions vont commencer sous peu.

C. Technologies de l'Information et de Communication (TIC)

Historique

Ce projet avait démarré en 1998 lorsque l'AUA avait initié une étude pour déterminer jusqu'à quel point les Technologies d'Information et de Communication (TIC) sont utilisées dans les universités publiques et privées et dans d'autres institutions d'enseignement supérieur en Afrique. Initialement, l'AUA avait sollicité et obtenu des fonds du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) au Canada pour renforcer l'échange des informations par courrier électronique. Cette activité comprenait l'établissement d'un réseau de courrier électronique qui connectait l'AUA à quatre universités afin d'évaluer les expériences et les progrès réalisés dans les pays d'Afrique Australe et de l'Est et de renforcer les capacités des universités impliquées.

A la suite des résultats encourageants, l'AUA avait élaboré un programme TIC pour lui permettre de renforcer les capacités des universités africaines à utiliser les TIC pour l'enseignement, l'apprentissage, la recherche et la gestion des informations. Le programme était planifié pour être réalisé dans les trois phases suivantes:

- Phase 1: Réunion technique des experts et des représentants des bailleurs de fonds pour l'élaboration des stratégies;
- Phase 2: Etude de l'état des TIC dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique;
- Phase 3 : Création d'un réseau d'universités africaines pour promouvoir l'usage et l'application des TIC dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique.

Les objectifs généraux de ce programme sont d'encourager et d'aider les IES Africaines à formuler des politiques saines de TIC et des stratégies durables pour leur mise en œuvre; encourager les IES en Afrique à identifier ou à établir une unité TIC qui opère à un niveau stratégique de l'administration de l'institution; faire le plaidoyer en faveur d'un cadre réglementaire et des normes convenables et propices pour un usage, une croissance et un développement plus efficaces des TIC dans les IES; faciliter la création d'un réseau d'Universités Africaines qui utilisera les TIC dans l'enseignement, l'apprentissage, la recherche et la gestion des informations.

Réalisations

La première activité de ce projet a été l'organisation de la Réunion Technique des Experts qui s'est tenue du 17 au 19 Mai 2000 à l'Université de Dar es Salaam en Tanzanie. La réunion a rassemblé 17 érudits africains et internationaux venus de l'Université Obafemi Awolowo (Nigeria), l'Université de Zimbabwe, l'Université Kenyatta (Kenya), l'Université de Dar es Salaam (Tanzanie), Université Jomo Kenyatta (Kenya), l'Université de Western Cape (Afrique du Sud), l'Université du Ghana, l'Université de Namibie et de l'Université Vrije à Amsterdam (Pays bas) et deux membres des agences de développement (USAID/Project of Knowledge Exchange et Learning Partnerships et Carnegie Corporation of New York) ainsi que deux représentants de l'AUA.

Les participants se sont mis d'accord sur l'établissement de directives pour introduire et améliorer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour révolutionner l'enseignement, la formation, la recherche et la gestion dans les universités africaines. La réunion a exploré les paramètres que les universités pourraient utiliser pour évaluer le niveau d'aptitude des institutions à canaliser le potentiel des TIC.

La réunion a produit trois résultats primaires:

- a) une trousse d'outils pour l'auto-évaluation pas à pas de la maturité en technologie de l'information et de la communication d'une institution. Cette trousse peut être utilisée en option par les institutions pour construire leur propre cadre spécifique d'évaluation. L'objectif ultime est de donner aux institutions des moyens fiables et pratiques pour évaluer les paramètres qui les aideraient à déterminer où ils peuvent s'insérer le long du tortueux chemin peu familier vers la réalisation de normes pour l'application des TIC dans l'enseignement supérieur. Il sera publié conjointement par l'AUA et Carnegie et disséminé à toutes les institutions d'enseignement supérieur pour l'auto-évaluation;
- b) un questionnaire détaillé basé sur l'identification des paramètres critiques pour aider l'AUA à planifier et à réaliser une enquête exhaustive de la présence et des perspectives des TIC dans les universités africaines; et
- c) un plan stratégique de l'AUA pour aider les universités africaines à renforcer leurs capacités au moyen des TIC.

Préparation du Rapport de la Phase 1

Les rapports technique et financier de la Phase 1 du projet ont été préparés et soumis à Carnegie Corporation à New York en Septembre 2000, tandis qu'un premier projet de rapport des activités financées par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) a été soumis en avril 2001. Les rapports finals financés par CRDI sont en cours de préparation.

Publication du Guide pour l'auto-évaluation institutionnelle de la maturité en TIC dans les IES en Afrique

Cette publication a été initialement planifiée pour être une publication conjointe de l'AUA et de Carnegie avec l'appui financier de Carnegie mais la Corporation s'est retirée du Partenariat. Cependant, considérant l'importance du Guide, l'AUA a décidé de les publier avec le reste des fonds de la subvention de CRDI. Intitulée "Vers l'Introduction et l'Application des Technologies de l'Information et de la Communication dans les Universités Africaines", la publication effleure les Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique ; les TIC dans l'enseignement supérieur ; les variables pour l'évaluation de la maturité des TIC dans les universités africaines ; les outils de planification et de suivi ; l'application des TIC à l'enseignement et à la formation ; l'application des TIC à la recherche ; l'application des TIC dans les services d'information académique ; l'application des TIC dans l'administration et la gestion ; les infrastructures des TIC ; l'appui organisationnel des TIC ; le financement des TIC ; la recherche en formation et en développement dans les TIC et les directives pour l'auto-évaluation institutionnelle de la maturité en TIC.

Création d'un Groupe de Travail sur les TIC dans les IES

Afin de définir une stratégie pour la réalisation des trois parties restantes du projet des TIC et analyser les récits des succès des études de cas existants et les leçons apprises dans les universités africaines, un groupe de travail de dix érudits africains et experts internationaux choisis parmi les participants à la Réunion Technique des Experts tenue à Dar es Salaam a été constitué en mars 2001. Le programme du Groupe de Travail est en cours d'élaboration et la plupart des activités devraient être faites en ligne. De la même manière, l'Association a participé à une discussion en ligne pour développer le programme des TIC pour le GTES de l'ADEA.

Organisation d'une Réunion Technique Francophone d'Experts

Cette Réunion Technique d'Experts est une réponse aux besoins exprimés par les participants des universités francophones à la 10ème Conférence Générale

de l'AUA. On nourrissait l'espoir qu'elle serait organisée en collaboration et avec l'appui financier de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Cependant, une requête adressée au Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) au Sénégal a été rejetée par manque de fonds. L'AUF a plutôt proposé un échange et une discussion en ligne qui impliqueront 30 Experts et Erudits des Institutions d'Enseignement Supérieur et des Institutions de Recherche Francophones.

D. Les Femmes dans les Institutions Tertiaires Africaines: Équité, Renforcement et Évolution

Récemment, l'AUA a commencé deux programmes ayant pour objectifs d'améliorer la participation des filles et des femmes aux diplômes en science et en technologie dans les universités. Ces programmes ont un caractère sous-régional : un en Afrique Australe, coordonné par un scientifique féminin à l'Université de Swaziland et un autre en Afrique de l'Ouest, coordonné par un scientifique féminin à l'Université Kwame Nkrumah de Science et de Technologie à Kumasi au Ghana avec l'appui financier et technique de l'UNESCO et du Gouvernement Néerlandais respectivement. Pour une approche plus historique des problèmes du genre, l'AUA a créé des contacts avec le Forum des Femmes Educatrices Africaines (FAWE) pour chercher de l'appui pour améliorer sa propre capacité à intégrer les perspectives relatives au genre aux activités du Programme Majeur pour la période 1997 - 2000 et promouvoir l'intégration des problèmes du genre à tous les aspects de l'enseignement supérieur dans les institutions membres. La concertation la plus récente entre l'AUA et FAWE a eu lieu à Dakar en Octobre 1997. L'AUA et FAWE se sont convenus de coordonner leurs programmes et contribuer conjointement à mettre en exergue la participation des filles et des femmes à l'enseignement supérieur en Afrique.

Les activités inscrites à ce programme ont pris fin. D'autres fonds sont recherchés pour explorer d'autres domaines du sujet.

E. Amélioration de la Gestion et de l'Acces aux Oeuvres d'Universitaires Africains

Base de Données sur les Thèses et Mémoires Africains (DATAD)

Historique

L'initiative DATAD pour indexer, résumer et distribuer les thèses et mémoires rédigés en Afrique est un effort consolidé par l'AUA et ses institutions membres pour chercher une solution au problème d'absence systématique de compilation et d'indexation des thèses et mémoires de 3e cycle dans la plupart des universités africaines et le manque d'accès facile à l'information en Afrique.

La période allant de Mai 2000 à Avril 2001 a connu un développement systématique et la traduction du projet DATAD du niveau théorique et conceptuel à celui d'une réalité pratique. Les principales tâches accomplies comprennent la constitution d'un Comité Consultatif et l'organisation de sa première réunion, la sélection et l'établissement de contact avec les institutions participantes, l'exploration extensive et sélection de logiciels et de matériels informatiques et la transition de DATAD de la phase d'un projet pilote à celle d'un Programme Majeur. Cette transition est particulièrement importante car elle assure une pérennité financière qui est centrale à une planification à long terme.

Les activités qui n'ont pas pu s'exécuter sont l'acquisition et la livraison d'équipements aux institutions participantes, la formation en logiciels, les visites des sites et l'atelier annuel. Ces activités ne pouvaient pas s'exécuter parce que l'activité préalable qui est la sélection de logiciel a été seulement finalisée en Avril 2001.

Sélection de matériels et logiciels

L'acquisition d'un logiciel approprié pour l'exécution du projet est critique pour la réussite de sa mise en œuvre. Il est important que le projet puisse devenir potentiellement une base de données régionale réaliste en termes pratiques. Il est possible que la base de donnée se développe sans à-coups car plusieurs institutions choisissent d'y inclure leurs données. Ce sont là les attentes des membres et l'AUA est déterminée à les voir se réaliser. Les décisions de sélection en ont tenu compte.

Trois vendeurs ont été retenus et il leur a été demandé de proposer des devis. Ceux qui ont été contactés sont Innovative Packages pour leur " Millennium Library System " (Système Millénaire d'Informatisation des Bibliothèques), le TLC "ITS for Windows", et le DATABASIX "ADLIB". Le représentant commercial d'Innovative Package pour l'Europe et l'Afrique a visité l'AUA en Avril. Une démonstration de logiciels a été faite et des discussions détaillées se sont déroulées sur sa capacité à satisfaire aux exigences du projet. Du côté positif, le système de base de Millennium, le serveur web et la capacité de production de rapport conviennent au projet. C'est UNICODE qui peut manipuler les dossiers formats et multilingues de MARC. Cependant, sa principale limitation, est son incapacité à manipuler l'entrée et l'édition des données en différé. L'entrée et l'édition de toutes les données devront se faire directement sur Internet. Ceci n'est pratiquement pas faisable en Afrique où la connexion à l'Internet est surtout peu fiable dans la plupart des pays. En plus de ceci, plusieurs institutions ont de faibles connexions de largeur de bande, (64 kbps) ce qui rend l'accès très lent. Des propositions de DATABASIX (pour ADLB) et TLC (ITS pour Windows) n'ont pas été reçues jusqu'ici.

Alternatives pour l'entrée des données en différé

En collaboration avec Innovative Interfaces Inc. (III) un logiciel d'entrée de données en différé pour le Millénaire, Marc Edit a été identifié. Cependant, il a été testé et il n'a pas été jugé convenable car il ne peut pas offrir des modèles interchangeables d'entrée de données et il n'offre pas une base de donnée accessible à toutes les institutions. La meilleure option est d'avoir une base de données accessible à toutes les institutions et de maintenir un logiciel plus puissant pour la maintenance de la base de données intégrée à l'AUA. Pour ce faire, trois logiciels ont été sélectionnés : le Procite, le Reference Web Poster et le Millennium d'Innovative. Chaque institution participante installera le logiciel Procite conjointement avec le Reference Web Poster. L'AUA maintiendra aussi la même gamme de logiciels. Ceux-ci fourniront à la fois l'entrée et l'édition des données en différé ainsi que l'accès individuel au Web. A l'AUA, le logiciel Millennium sera installé sur un serveur. Ceci fournira un moteur de recherches robuste pour une interaction plus large et fiable avec la base de données. Il fournira aussi un accès plus sûr à l'Internet, une maintenance de base de données et la production de rapports qui peuvent convenablement satisfaire aux besoins d'agrandissement de la bases de données. La substitution du Procite par le Millenium adviendra au moment opportun et sera fonction de l'évolution de la base de données.

Raisons en faveur du choix de Logiciel retenu

Procite est disponible en anglais et en français. Le Reference Web Poster est de facto son serveur-web. Le Millennium a la capacité de manipuler l'arabe, l'anglais et le français, les dossier de formats MARC, il a une plus grande sécurité et une haute fiabilité ; il a des caractéristiques de production de bons rapports. En plus de tout cela, plusieurs universités africaines l'utilisent déjà et plusieurs autres envisagent de l'utiliser. Quand ces institutions sont invitées au projet, leur participation sera très directe et à moindre coût. Pour que DATAD devienne interactive, fiable et offre un service de qualité aux membres, elle doit être hébergée sur un logiciel fiable.

Ayant décidé du logiciel, le matériel adéquat a été identifié.

Implications Budgétaires

Le budget de Procite et Reference Web-Poster se trouve dans les limites des ressources disponibles. Le coût du logiciel Millennium et de migration de Procite en terme de conversion de données sera budgétisé au titre de l'Appui Majeur de l'AUA et des efforts devraient être faits pour obtenir du financement pour son acquisition.

II. ACTIVITÉS NON-THÉMATIQUES

A. Services Aux Membres

1. Echange de Personnel

Historique

Plusieurs universités africaines manquent souvent d'effectif complet de personnel nécessaire pour faire fonctionner leurs programmes d'enseignement. Ceci affecte de façon adverse les programmes. Afin d'améliorer la qualité des produits, des résultats des programmes d'enseignement dans les universités africaines, la coopération inter - universitaire qui est l'un des objectifs cardinaux de l'AUA doit se poursuivre. Le Programme d'Echange de Personnel est conçu pour encourager la coopération universitaire à travers l'échange de personnel entre les universités africaines. Le personnel académique qui participe au programme entreprend une gamme de tâches.

Ce programme est très important pour les universités membres parce qu'il contribue au renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur particulièrement en favorisant la coopération inter - universitaire et en facilitant la mobilité du personnel académique et l'échange entre les universités africaines.

Un appel pour les désignations nationales de participants au Programme d'Echange de Personnel de l'AUA pour l'année académique 2000 - 2001 a été lancé à toutes les universités membres en Juillet 2000. Cinquante-sept nominations ont été reçues. La répartition régionale et linguistique des universités répondantes n'est pas un critère de sélection car la répartition dépend des universités qui décident de répondre à l'appel de l'AUA pour les nominations. De la même façon, bien que l'AUA conseille aux universités d'accorder de la préférence à la nomination des femmes, les universités répondantes déterminent la répartition suivant le genre des personnes désignées par elles pour la Bourses d'Echange de Personnel.

Les bourses seront octroyées pour les missions à entreprendre de Janvier à Juin 2001. Dix bourses ont été octroyées et trois des candidats ont déjà entrepris leurs missions. Les sept missions restantes seront attribuées aux candidats lorsque le temps imparti pour les missions sera arrivé. En plus des dix bourses, un membre du personnel académique de l'Université de Venda en Afrique du Sud a reçu une somme de 225 \$ US en Mars 2001 pour couvrir son indemnité de subsistance eu égard à sa participation à la conférence tenue à Nairobi en Avril 2001 comme il a déjà obtenu son ticket retour des organisateurs de la conférence.

2. Programme International de Bourses

Le Programme International de Bourses (PIB) de la Fondation Ford est un nouveau programme représentant le seul programme le plus large jamais supporté par la Fondation Ford. A travers le PIB, la Fondation Ford investira 250 millions de \$ US au cours des dix prochaines années pour fournir de l'appui pendant trois ans à des candidats des pays africains qui entreprennent des études formelles de 3e cycle. La Fondation maintient également un programme actif au Moyen Orient, en Asie, en Amérique Latine et en Russie. Le Programme supportera approximativement 350 nouveaux candidats par an ; ce qui fait un total de 3 500 associés pour la prochaine décennie. Le but du Programme est de permettre à des individus de capacité académique exceptionnelle de partout dans le monde - qui autrement n'auraient pas la chance d'entreprendre des études supérieures - de poursuivre des programmes d'études de 3e cycle. On espère que les associés

internationaux de Ford, comme les bénéficiaires des bourses seront appelés, utilisent leur éducation pour devenir des leaders dans les domaines qui font avancer les objectifs de la Fondation ; ces objectifs consistent à renforcer les valeurs démocratiques, à réduire la pauvreté et l'injustice, à promouvoir la coopération internationale et à faire avancer les progrès humains.

Le PIB sera initialement lancé sur quatre sites pilotes : Afrique de l'Ouest, Amérique du Sud, (Chili et Pérou), Russie et Vietnam. Au cours de la période 2000-2001, le programme sera initié dans près de dix ou douze pays additionnels et / ou régions y compris l'Afrique du Sud et le Mozambique, le Kenya, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, la Chine, l'Inde, les Philippines, l'Indonésie, le Mexique, l'Amérique Centrale et le Brésil. 100 associés seront choisis à partir des sites pilotes en Avril 2001. On espère que le Programme atteindra sa vitesse de croisière en 2002. En Afrique de l'Ouest, les pays participants sont le Ghana, le Nigeria et le Sénégal. Après avoir soumis une proposition à cet effet, l'AUA a été choisie par la Fondation Ford pour agir comme consultant au cours de tout le processus de sélection en Afrique de l'Ouest.

Une première promotion de boursiers a été sélectionnée au mois de Mai 2001.

3. Petites Subventions pour Thèses et Mémoires

Devant les conditions économiques qui prévalent sur le continent, plusieurs étudiants de 3^e cycle des universités africaines rencontrent souvent des difficultés eu égard aux ressources dont ils ont besoin pour compléter leurs programmes de recherche à temps ou produire un travail de haute qualité. Le Programme de Petites Subventions pour Thèses et Mémoires vise à résoudre ce problème qui a un profond effet sur le développement des ressources humaines dans le secteur de l'enseignement supérieur. Les objectifs de ce programme consistent à faciliter l'achèvement à temps des travaux de thèses et de mémoires et à améliorer la qualité de la recherche conduite par les étudiants de 3^e cycle dans les universités africaines.

Un appel à des nominations pour le Programme des Petites Subventions pour Thèses et Mémoires au titre de l'année universitaire 2000 - 2001 a été lancé en Juillet 2000 à vingt universités en règle à raison de quatre par sous-région d'Afrique qui n'ont pas été invitées au cours des deux dernières années. Il a été demandé à chaque université de faire deux nominations desquelles au moins une bourse sera octroyée à une institution. Dix neuf nominations ont été reçues

de dix universités. Dix bourses étaient disponibles pour l'année universitaire 2000-2001. Huit étudiants comprenant cinq du sexe masculin et trois du sexe féminin ont été choisis pour ces bourses. Quatre des étudiants seraient en train d'achever la rédaction de leurs thèses et les quatre autres seraient en train d'achever leurs mémoires. Des bourses ne pouvaient être octroyées aux nominations de deux universités parce que les candidats désignés ont déjà le doctorat ou ont indiqué des délais plus longs que celui d'un an accordé pour compléter les travaux. Il a été demandé aux deux universités concernées de redésigner d'autres candidats pour l'octroi des bourses. Malheureusement, les deux universités n'ont pas soumis de substituts.

B. Etude sur les Universités Privées en Afrique

L'étude des variantes de provisions d'enseignement universitaire en Afrique est l'une des collaborations de partenariat entre quatre fondations qui fournissent du financement pour le renforcement des universités anglophones en Afrique. On pense que le financement direct et l'appui au processus d'enrichissement de la gouvernance et de la gestion universitaires sont d'une importance capitale pour la reconstitution des ingrédients académiques d'un environnement intellectuel vibrant qui est la raison d'être de l'université. Afin que ceci s'accomplisse, l'établissement des variantes des provisions de l'enseignement supérieur en l'Afrique du Commonwealth comprenant les universités publiques et privées a été jugé nécessaire.

Avec le souci majeur de fournir de l'assistance à la réforme et au développement qui vont mettre l'accent sur le rôle profond de l'université en assurant un développement éclairé et basé sur le savoir capable d'apporter des changements positifs dans l'enseignement supérieur en Afrique au cours du nouveau millénaire, les objectifs spécifiques du projet comprennent la fourniture d'une image plus claire et une compréhension des tendances dans la fourniture de l'enseignement supérieur en Afrique anglophone en identifiant leurs types, en établissant les principales caractéristiques de chaque type, en identifiant les couches qu'ils servent, en identifiant les sources de financement ou d'appui aux universités, en examinant comment elles répondent aux besoins locaux et naturels à travers les cours offerts, la recherche et le service à la communauté, en évaluant la viabilité de coopération future.

Entre Juin et Juillet 2000, un chercheur et une personne ressource ont été recrutés d'une liste de 13 candidats de l'Université du Ghana. Un séminaire de deux

jours a été organisé à l'AUA pour familiariser les participants à l'étude aux détails et conditions de l'étude. Les universités ont été choisies selon le type et les personnes ressources identifiées. En août, un ensemble de questionnaire pour une étude sur les universités privées en Afrique a été développé et distribué parmi le personnel de l'AUA pour commentaires. Des inputs ont été reçus de l'Université du Cap, de l'Université d'Addis Ababa et du Directeur de FAWE pour l'amélioration du questionnaire. Des corrections ont été faites en conséquence et ensemble avec la littérature développée pour l'étude, les deux documents ont été envoyés aux bailleurs de fonds puis le questionnaire a été envoyé à des personnes ressources dans 61 universités.

Jusqu'au 12 octobre, seules 24 réponses ont été reçues. L'équipe de recherche a examiné les réponses et a décidé d'envoyer des lettres de rappel aux personnes ressources. Un questionnaire supplémentaire a été développé et également envoyé par courrier escargot. Il y a toujours eu peu d'informations en retour jusqu'à la fin du mois d'octobre. Il s'est avéré nécessaire d'entreprendre des visites des sites dans des universités choisies pour plus d'informations qui n'ont pas fait l'objet des réponses. Des visites de site doivent être entreprises en Novembre, Décembre 2000 et Janvier 2001 dans 22 universités pour obtenir de plus amples informations sur certaines universités sélectionnées.

C. Diffusion de l'Information

Les services de diffusion de l'information que l'AUA fournit à ses membres sont les suivants:

1. Le Guide de l'Enseignement Supérieur en Afrique

Comme faisant partie de ses objectifs de dissémination de l'information sur l'enseignement supérieur en Afrique, l'Association compile les informations sur les institutions d'enseignement supérieur en Afrique dans un répertoire. Maintenant l'AUA publie ce répertoire conjointement avec l'Association Internationale des Universités.

2. Articles de Recherche

Six articles de recherche ont été imprimés et distribués aux membres. Des copies sont disponibles et en vente au Secrétariat.

3. Articles Occasionnels

A ce jour, quatre articles occasionnels ont été publiés et distribués aux membres.

4. Lettres d'Information

Les membres et les parties prenantes reçoivent des copies gratuites de la Lettre d'Information de l'AUA publiée trois fois par an. Pour atteindre une plus grande audience, des copies sont envoyées aux bibliothèques centrales des institutions membres en plus de ce qui est habituellement envoyé au bureau du chef de l'institution.

5. Rapports de Séminaires / d'Ateliers / de Conférence

Un document majeur issu de la 10ème Conférence Générale est la "Déclaration sur l'Université Africaine au Troisième Millénaire." Des copies ont été distribuées dans toutes les trois langues de l'AUA. Le Secrétariat a imprimé et disséminé les rapports sur le 7ème Atelier des Cadres Supérieurs des Universités, la Journée de l'Université Africaine en 2000. Une publication intitulée "Vers l'Introduction et l'Application des Technologies de l'Information et de la Communication dans les Universités Africaines" a été également imprimée et distribuée aux membres.

6. Internet

L'AUA fournit des informations relatives à ses programmes et activités ainsi que ses membres sur son site Internet: <http://www.aau.org>.

D. Plaidoyer: Journée de l'Université Africaine 2001

La célébration de la Journée de l'Université Africaine le 12 Novembre offre l'occasion aux institutions membres de l'AUA de discuter d'un thème général relatif à l'enseignement supérieur en Afrique dans le cadre d'un monde en mutation.

Des informations recueillies des rapports reçus de certaines universités, l'événement de l'année 2000 a été un succès. Pour l'année 2001, le thème général, Mondialisation et Enseignement Supérieur en Afrique a été choisi pour la Journée de l'Université Africaine avec les sous-thèmes suivants:

- a) les TIC et l'internationalisation de l'enseignement supérieur
- b) l'approche suivant le genre dans l'enseignement supérieur en Afrique
- c) la mobilité du personnel académique et des étudiants
- d) l'enseignement à distance dans l'enseignement supérieur

III. RAPPORTS ADMINISTRATIFS

A. 56ème Réunion du Conseil Exécutif

L'Université Kenyatta a abrité la 56ème réunion du Conseil Exécutif de l'AUA les 1er et 2 février 2001. La réunion a examiné les activités de l'Associations qui se sont déroulées depuis la 9ème Conférence Générale jusqu'à la présentation à la 10ème Conférence Générale.

Parmi les recommandations adressées à la Conférence Générale la plus importante est que le Conseil a demandé la suspension des membres ayant des arriérés de paiement de cotisation de plus de cinq ans d'ici la prochaine Conférence des Recteurs, Vice Chanceliers et Présidents d'Universités (COREVIP)

B. Adhésions de Nouveaux Membres

Les huit institutions suivantes ont été admises en qualité de membres de l'Association des Universités Africaines en Février 2001.. Il s'agit de: Potchefstroom University for Christian Higher Education (Afrique du Sud), Shandi University (Soudan), Université de Fianarantsoa (Madagascar), Alzaiem Alazhari University (Soudan), Solusi University (Zimbabwe), Université de Toamasina (Madagascar), Université du Nord Madagascar (Madagascar) et October 6 University (Egypte).

En Juin 2001, l'AUA comptait cent soixante et onze membres dans quarante trois pays africains. Voir en annexe 4 pour le nombre de membres par pays

C. Retraite du Personnel de l'AUA

Depuis 1997 la retraite annuelle du personnel de l'AUA est devenue un nom de ménage. Les retraites se sont développées autour de la philosophie selon laquelle

se séparer des routines quotidiennes et voyager à un nouvel environnement revivifiera et stimulera de nouvelles opinions. Après les trois retraites précédentes, la 4ème retraite du personnel a eu lieu à Cotonou au Bénin du 16 au 19 avril 2001.

Les discussions des retraites passées se sont focalisées sur des questions consacrées à " l'équilibre du travail de l'année écoulée et les plans de la prochaine année, l'orientation du personnel, la culture institutionnelle, la vision et le plan stratégiques pour l'AUA , l'environnement de travail, la collecte de fonds, la dotation et la commercialisation et le bien-être du personnel ".

L'ordre du jour de la 4ème retraite du personnel inclut entre autres, la préparation du manuel d'orientation du personnel de l'AUA, l'évaluation du personnel, la formation sur le tas, l'assurance qualité pour les publications de l'AUA et le site web, et l'état de la bibliothèque de l'AUA. la retraite a également discuté de la structure de l'AUA, du processus de Vision et Plan Stratégiques, du suivi de la 10ème Conférence Générale, de l'infrastructure des TIC, de l'environnement de travail, des salaires et du bien-être du personnel.

D. Affaires du Personnel

1. Recrutements

Nom: *Mme. Araba Botchway*
Poste: Chargé de projet, Programme International de Bourses de la Fondation Ford
Date de recrutement: 1er avril 2001
Nationalité: Ghanéenne
Formation: Diplôme de troisième cycle en Marketing, Ecole de gestion de Maastricht, Pays-Bas ; Licence-ès-Lettres (Français et Espagnol), Université du Ghana, Legon; Diplôme supérieur d'études du Français, Université Cheick Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Nom: *Mme. Adeline Addy*
Poste: Assistante de programmes, section de Recherche
Date de recrutement: 12 janvier 2001
Nationalité: Ghanéenne

<i>Formation:</i>	DEA ès-lettres (Affaires Internationales), Centre des Affaires Internationales de Legon, Université du Ghana ; Licence-ès-lettres (Psychologie et Français), Université du Ghana, Legon.
<i>Nom:</i>	<i>M. Virtus Komlatse Aziale</i>
<i>Poste:</i>	Informaticien Adjoint, Section d'Information et de la Communication
<i>Date de recrutement:</i>	14 février 2001
<i>Nationalité:</i>	Togolaise
<i>Formation:</i>	Maîtrise ès-Sciences (Informatique), Université Kwame Nkrumah des Sciences et Technologies, Kumasi, Ghana ; Diplôme Supérieur d'Etudes Commerciales en Langue Française, Alliance Française, Kumasi ; Certificat Pratique de Traduction, Alliance Française, Kumasi.

2. Départs

D'autre part, Prof. Chris Nwamuo, Administrateur Principal de Programme, Hopes on Horizon Project, est retourné en Mai 2001 à l'University of Calabar, Nigéria, à la fin du projet et des activités de l'étude sur les variables dans la fourniture universitaire en enseignement supérieur en Afrique. Professeur. Nwamuo a servi à l'Association pendant trois ans et demi.

IV. PERFORMANCE FINANCIERES (de Juillet 2000 à Juin 2001)

Généralités

Ce rapport fournit des informations sur la performance financière de l'Association pour l'exercice comptable 2000 – 2001 (du 1er juillet 2000 à 30 juin 2001), et une comparaison avec la performance du dernier exercice comptable (les données sont basées sur les comptes vérifiés). Pour la période concernée, les recettes réelles générées se sont élevées à 1908 000 \$ US, représentant une légère augmentation de 5 % de la recette attendue de 1818 000 \$ US. Comparée à la performance de la dernière année budgétaire, la recette réelle a dépassé celle du niveau précédent de 60 %. C'est largement le résultat d'une amélioration

dans les paiements de cotisation et la tenue de la 10ème Conférence Générale.

Les dépenses planifiées se trouvent dans les limites des recettes réelles. La dépense nette totale réelle est de 1 490 000 \$ US et cela représente 78 % des recettes réelles reçues et 83 % des dépenses nettes totales planifiées de 1 792 000 \$ US.

Recettes

Les deux principales sources de revenus sont les cotisations des membres et les subventions des bailleurs de fonds partenaires de l'Association. La cible des paiements des cotisations de membres est largement dépassée de presque 100 % du niveau attendu de 280 000 \$ US à la prise en charge réelle de 547 000 \$ US. Le montant a également surpassé le niveau précédent de 87 %. Cet accomplissement est attribué dans une large mesure aux efforts des membres de résorber leurs arriérés avant ou au cours de la 10ème Conférence Générale à Nairobi et aux constantes lettres de rappel qui leur ont été adressées pour les inviter à régler leurs arriérés.

Les subventions reçues pour les activités des programmes et l'appui institutionnel sont supérieures au niveau précédent du dernier exercice de 55 %. Le montant reçu est de 79 % (ou 832 000 \$ US) de la subvention attendue de 1 056 000 \$ US. L'appui reçu est surtout du Sida / SAREC, du Gouvernement Hollandais et de la Fondation Ford. L'Association continue à recevoir de l'appui de ces principaux partenaires.

Les revenus des investissements ont aussi montré un progrès considérable, plus de 600% de la cible budgétaire. L'accomplissement est dû à la décision d'investir tous les surplus de fonds. Ce qui est remarquable parmi tout cela, c'est l'investissement dans les comptes du marché d'argent et dans les Certificats de Dépôt.

Un autre poste qui a montré une augmentation notable est celui des produits divers. Cela provient largement des intérêts de banque, du paiement des services de courrier électronique et d'autres sources.

La subvention annuelle de 10 000 \$ US de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est reçue.

2^{ème} PARTIE
Rapport Annuel 2001-2002

Images sur le points saillants de l'année 2000/1



56^{ème} Réunion du Conseil Exécutif, Nairobi



SUMA VII, Gaborone



**Comité Scientifique pour le programme d'étude/
Atelier sur l'induction et la méthodologie,
Pretoria**



**Conférence sur les bibliothèques
universitaires, Accra**

Images sur le points saillants de l'année 2001/2



Réunion du GTES, Accra



SUMA VIII, Cairo



**1^{er} Atelier DATAD
Addis Ababa**



**Réunion de consultation sur le
programme d'étude, Dakar**

INTRODUCTION

Pendant environ une décennie, l'adoption d'un programme majeur d'activités par l'AUA a donné une cohésion et un objectif plus grands à ses activités. Depuis la Conférence Générale de 1993 où le concept fut adopté, l'Association a défini une série d'activités pour la guider à garantir à ses membres un service de qualité. Durant la 10^{ème} Conférence Générale qui s'était tenue à Nairobi en 2001, l'Association avait adopté un autre Programme Majeur pour diriger ses activités pendant les quatre prochaines années.

Conscient du rôle et de l'importance du savoir au vingt et unième siècle, le nouveau Programme Majeur est exécuté sous le thème : «Les Universités Africaines et le Défi de la Création et de l'application du savoir durant le nouveau siècle». L'Association croit que les universités en Afrique ne doivent pas seulement être un dépositaire du savoir mais doivent aussi le créer et l'appliquer pour avoir un impact positif sur les individus, les communautés et la société dans lesquelles ils se trouvent. Grâce aux activités de recherche financées par le Programme d'Etude sur la Gestion de l'Enseignement Supérieur en Afrique, de nouvelles connaissances sont analysées et diffusées pour que les derniers usagers en fassent une meilleure utilisation.

Le Programme d'Echange du Personnel, bien qu'il soit populaire avec les membres, attire toujours très peu d'appui de financement. Les conséquences étant que les échanges sont restés presque insignifiants.

La base des données du projet des thèses et mémoires (DATAD) s'améliore graduellement. La plupart des activités qui sont présentées ici se focalisent cependant sur le choix d'un logiciel et d'un matériel pour le projet.

Avec l'écart croissant entre les pays avancés et les pays en développement dans le domaine de la Technologie, de l'Information et de la Communication (TIC), la qualité de l'Enseignement Supérieur en Afrique fait face à une grande menace au fur et à mesure que la prestation du service de l'éducation à l'étranger augmente. L'Association cherche à réduire les écarts du savoir et de la technologie en aidant ses membres à formuler des politiques et/ou des plans solides. L'Association n'a pas cependant pu mobiliser de financements substantiels pour poursuivre une telle cause justifiable.

L'AUA avait durant l'année 2001-2002 assumé en plus de ses programmes

réguliers la coordination de l'Association dans le domaine du Développement de l'Education du Groupe de Travail d'Afrique sur l'Enseignement Supérieur (ADEA/GTES).

Ce rapport annuel du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 se focalise sur les activités du programme suivant:

- Leadership et Gestion
- Qualité de la Formation et de la Recherche
- Technologies de l'Information et de la Communication
- Amélioration de la Gestion et de l'Accès aux travaux des Erudits Africains
- Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur

II. ACTIVITÉS THÉMATIQUES

A. Leadership et Gestion

1. Programme d'Etude sur la Gestion de l'Enseignement Supérieur en Afrique

Historique

Les activités de ce programme comprennent l'octroi des subventions aux chercheurs des universités africaines pour soutenir les études relatives aux thèmes choisis ; notamment les séminaires de recherche, les ateliers, la diffusion des résultats de recherche, l'échange des informations et les ateliers de promotion de la gestion. Le programme est financé par Sida/SAREC et le Gouvernement des Pays-Bas.

Les Activités Planifiées

Durant la période à l'étude, l'AUA avait planifié la tenue de deux réunions du Comité scientifique pour se pencher sur les rapports d'activités, structurer le programme et apporter des contributions techniques et consultatives aux propositions relatives à la 3ème phase du programme. D'autres activités planifiées comprennent la formation des chercheurs auprès des organismes où ils sont rattachés, la diffusion des rapports à travers les publications et les

séminaires et la création d'un réseau de recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Réalisations

Deux réunions du comité scientifique du Programme d'Etude avaient été organisées à Maputo (Mozambique) et à Dakar (Sénégal) en juin 2001 et février 2002 respectivement pour discuter des activités planifiées pour l'année dans le cadre du programme.

Pour mieux équiper les chercheurs dans le 4ème lot du programme, un atelier avait été organisé à Maputo en juin 2001 pour leur donner l'occasion de travailler directement avec leurs superviseurs et collectivement sur le développement des questionnaires, l'échantillonnage, les tests préalables, les activités graduelles au champ, la codification, l'entrée des données et l'analyse des données.

Pour diffuser les résultats de recherche, un autre atelier avait été organisé à Dakar à l'endroit de huit (8) chercheurs qui avaient fait des présentations sur une variété de sous-thèmes, y compris, « les conditions », « Le curriculum et le monde du travail », « Le financement de l'enseignement universitaire », « les diplômés et l'emploi ».

En outre, un certain nombre de chercheurs avait participé régulièrement et fait des présentations au cours de dix (10) différentes conférences internationales sur l'enseignement supérieur en Afrique et aux Etats Unis d'Amérique. Aussi, le programme d'étude avait parrainé un atelier de formation des formateurs qui avait regroupé et sensibilisé des participants issus des universités de la région d'Afrique Australe sur la théorie et la méthodologie des études de suivi et sur les techniques pratiques relatives à la manière de conduire des études de suivi à l'Université de Namibie en janvier 2002.

Quant à la diffusion des résultats de recherche, dix (10) communications avaient lors de la préparation de ce rapport été publiées dans la « série de rapports des activités de recherche de l'AUA », qui sont affichés sur le siteweb de l'AUA (www.aau.ort/studyprogram/list.htm). En plus des autres articles des revues de références, quatre des rapports de recherche ont été publiés comme des monographies.

Défis

Parmi les principales difficultés que le programme avait éprouvées figurait celle de la rupture de communications entre quelques-uns des chercheurs surtout en

Côte d'Ivoire et en RDC et leurs superviseurs. Ceci avait eu comme tendance de limiter les avantages des interactions entre les chercheurs et les personnes ressources.

2. Atelier des Cadres Supérieurs d'Universités (SUMA)

Historique

Les ateliers des responsables universitaires initiés en 1991 visaient à renforcer les compétences des dirigeants et responsables des universités africaines pour leur permettre de relever les défis auxquels fait face l'enseignement supérieur dans le monde. L'AUA, de concert avec le Centre de Recherche et de Développement du domaine d'Enseignement Supérieur (CRDES) de l'université de Manitoba au Canada avait organisé le premier atelier à Harare au Zimbabwe en 1991. D'autres ateliers avaient été organisés en collaboration avec les institutions membres de l'AUA et/ou d'autres organes d'enseignement supérieur nationaux des villes et pays tels que : Bujumbura, Burundi (1992) ; Arusha, Tanzanie (1994) ; Abidjan, Côte d'Ivoire (1995) ; Cape Town, Afrique du Sud (1997) ; Abuja, Nigéria (1999) et Gaborone, Botswana (2000). Parmi les participants, figuraient, des Présidents, des Recteurs, des Vice Chanceliers, des « Principals », des universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur, leurs Adjoints, Doyens, Directeurs, Chefs de Département, Secrétaires Généraux et Intendants.

Les Activités Planifiées

Les activités qui étaient planifiées pour l'année comprenaient l'organisation d'un ARUA pour les pays d'expression anglaise (ARUA VIII, une révision de son rapport, des préparatifs pour l'organisation d'ARUA IX et un atelier d'orientation et de rédaction des études de cas pour les institutions membres d'expression française.

Réalisations

L'ARUA VIII avait été organisé avec succès par l'AUA en octobre/novembre 2001 au Caire en Egypte de concert avec l'Université Ain Shams. Il avait regroupé vingt-trois (23) participants y compris deux (2) femmes issus de 11 pays africains.

A la différence du précédent ARUA, un module spécial sur le « VIH/SIDA et l'Université » avait été introduit lors de l'ARUA VIII et l'enthousiasme des participants était le reflet de l'évaluation positive des participants de l'atelier.

Le grand succès enregistré durant l'ARUA organisé pour les pays d'expression anglaise allait être bloqué par les difficultés de choix de dates et de lieux appropriés pour l'institution hôte et les personnes ressources de l'atelier organisé pour les pays d'expression française (ARUA IX). Cette difficulté avait été surmontée par un atelier d'orientation qui avait été organisé à Accra en avril 2002 pour les personnes ressources d'expression française sur la préparation des matériels d'étude de cas pour cet atelier et d'autres du type ARUA organisés après pour les pays d'expression française.

Défis

Fondamentalement, le principal défi fut la répercussion des attaques des terroristes aux Etats Unis d'Amérique en septembre 2001 qui avait découragé beaucoup de participants potentiels de s'inscrire pour ARUA VIII. Aussi, la difficulté initiale de trouver une date et un lieu convenables pour la tenue de l'ARUA IX avait retardé le progrès du travail planifié.

Jusqu'ici, tous les ateliers ARUA se sont avérés très critiques pour le renforcement des capacités des responsables des universités dans les domaines, politique, d'administration et de gestion. L'on espère que les contretemps rencontrés durant les préparatifs d'ARUA IX serviraient de leçons pour la mise en œuvre efficace des ateliers futurs.

B. Qualité de la Formation et de la Recherche

1. Réseau pour la coopération régionale en formation tertiaire et recherche

Réalisations

La troisième phase de ce programme avait commencé après les discussions tenues en mars 2000 avec l'Initiative Américaine de l'Education pour le Développement et la Démocratie (IEDD) en vue du soutien éventuel à la mise en œuvre des propositions pour la création/le renforcement des réseaux dans les domaines de formation du troisième cycle et de la recherche. En décembre 2000 l'IEDD avait approuvé une subvention de 1.000.000 de dollars (un million de dollars américains) pour soutenir la mise en œuvre des propositions. La subvention est en train d'être administrée à travers l'ADEA/GTES.

Le projet cible la création/le renforcement de sept (7) réseaux qui regroupent environ quarante quatre (44) universités africaines. Ces réseaux promouvront généralement la coopération régionale dans le domaine de la formation du troisième cycle et de la recherche dans leurs domaines de spécialisation.

La mise en œuvre des activités de la IIIème phase avait commencé en février 2001 avec les visites des sites des institutions principales des réseaux proposés pour:

- contrôler leur état actuel
- valider les propositions
- identifier les domaines de propositions qui exigent des révisions / de raffinement
- déterminer la subvention qui doit être allouée à chacun des réseaux approuvés pour l'exécution de ses activités planifiées

A la fin des visites des sites, six réseaux avaient été considérés comme étant viables et durables. A la suite de l'examen des observations du coordonnateur durant les visites découlant de son rapport rédigé, l'AUA avait décidé d'améliorer la mise en œuvre des réseaux suivants:

- Université de Cape Town, Afrique du Sud
- Centre d'Etude Régionale pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS), Sénégal
- Université d'Afrique du Sud, Afrique du Sud
- Université de Prétoria, Afrique du Sud
- Université de Ouagadougou, Burkina Faso
- Université d'Ibadan, Nigéria

Les déboursements de la première tranche de la subvention à chacun des réseaux avaient été effectués en septembre 2001 et non en mai 2001 comme s'était prévu à cause des retards éprouvés dans le déblocage des fonds à l'AUA. La période d'exécution des activités planifiées de chaque réseau est de dix huit mois.

Conformément au plan, on avait reçu les rapports d'activités des réseaux à l'exception de l'Université d'Ibadan et de l'Université de Ouagadougou. Sur la base des quatre rapports, le secrétariat avait soumis un rapport d'activités et un rapport intérimaire des finances à l'ADEA/au GTES et demandé le déblocage de la deuxième tranche.

Comme l'on peut déduire des rapports d'activités, les principales réalisations des quatre réseaux jusqu'ici sont les suivantes:

1. Université de Cape Town, Afrique du Sud (Institution Principale)

Les institutions participantes sont les universités du Botswana, de Cape Town, de Dar es Salaam, de Nairobi, de Zambie, du Zimbabwe, de l'université d'Agriculture et de Technologie Jomo Kényatta et de l'Université de Makeréré.

Les objectifs du réseau sont:

- Permettre à 21 jeunes académiciens des domaines de sciences, d'ingénierie et des sciences humaines d'amener leurs activités de recherche dans l'arène mondial;
- Promouvoir la collaboration dans le cadre des projets de recherche et l'interaction entre les universités partenaires USHEPIA et l'étendre à d'autres universités du SADC;
- Augmenter la publication sur la recherche africaine dans les revues internationales.

Le programme se trouve à l'étape initiale et l'objectif porte sur les travaux préparatoires. Les activités réalisées comprennent les communications avec les institutions partenaires annonçant le début du programme et le développement des procédures de mise en œuvre et d'organisation d'une réunion des recteurs d'USHEPIA pour discuter du programme et d'autres questions. Le travail réel débutera dans les mois immédiats devant nous surtout pour le choix des boursiers et le démarrage de leur formation. Le niveau des dépenses a été alors bas.

2. Centre d'Etude Régionale pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS) Thiès, Sénégal (Institution Principale)

Les institutions participantes sont, l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA), Sénégal ; l'Université Cheikh Anta Diop, Sénégal, l'Université d'Etat d'Abia, Nigéria, le Collège Universitaire Fourah Bay de l'Université de Sierra Leone, l'Université de Cocody, Côte d'Ivoire, l'Université de Ouagadougou, Burkina Faso et le Centre d'Etude Régionale pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS), Sénégal.

Quelques-uns des objectifs clé de ce réseau sont les suivants:

- Intégrer la formation et la recherche de haute qualité dans les programmes existants de troisième cycle;
- Offrir une alternative aux scientifiques africains qui subissent une formation de troisième cycle dans les universités du nord où les expériences et les conditions diffèrent des réalités de la sous-région;
- Accélérer le transfert des concepts, techniques et méthodes modernes du nord;
- Exploiter d'une manière concertée et coordonnée, les capacités des universités à promouvoir la recherche et le développement agricole.

Une importante activité entreprise jusqu'ici est l'organisation d'une réunion de coordination qui a regroupé les directeurs des projets des universités partenaires pour finaliser le programme de recherche qui sera entrepris par les étudiants, les protocoles d'essais, le budget associé et l'échange d'idées sur les équipements et les techniques qui seront utilisés dans les travaux de recherche. La réunion a permis aux chefs d'équipes de revoir et d'approuver leurs thèmes de recherche, de revoir leurs programmes d'exécution à cause du retard du financement, de déterminer les modalités d'achat des équipements et l'allocation des fonds aux institutions partenaires, le contrôle et le suivi des divers essais de recherche. Les institutions partenaires ont admis chacune trois (3) étudiants pour leurs programmes respectifs de maîtrise en biologie des végétaux à Cheik Anta Diop et à Ouagadougou et en sciences des végétaux à l'Université d'état d'Abia et à Fourah Bay. Un rapport des dépenses a été fourni.

3. L'Université d'Afrique du Sud (UNISA), Afrique du Sud (Institution Principale)

Les institutions participantes sont, les universités du Zimbabwe, de Namibie, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Swaziland et d'Afrique du Sud.

Les objectifs clé du réseau sont:

- Rendre les programmes existants en comptabilité conformes aux normes internationales de la profession. Décerner des diplômes qui sont reconnus sur le plan international;
- Résoudre le manque d'expertise en comptabilité parmi les membres du corps enseignant de la sous région;
- Réduire les coûts de la formation en comptabilité en maximisant les économies d'échelle offertes par l'éducation à distance.

Les principales activités qui sont entreprises jusqu'ici sont la planification et le développement du réseau/cours en ligne. Ces activités concernaient aussi les visites des institutions partenaires au Swaziland et en Namibie et l'usage des services d'expertise-conseil.

4. L'Université de Pretoria, Afrique du Sud (Institution Principale)

Les institutions participantes sont les universités de Namibie, du Botswana, du Zimbabwe, de Zambie, de Tanzanie et de l'Ile Maurice.

Les objectifs du réseau sont:

- Restructurer le programme de maîtrise existant afin qu'il soit le meilleur cours du continent dans le domaine du droit de l'homme;
- Entreprendre la recherche juridique sur les droits de l'homme en Afrique et donner à ce cours un objectif africain distinct.

Les activités des entreprises comprenaient la promotion des cours, la sélection des étudiants et la prise des dispositions logistiques. Une publicité avait conduit à la réception de plus de 200 demandes.

30 candidats avaient été choisis de ce chiffre mais malheureusement l'un d'entre eux avait succombé à la mort à la suite d'un accident et un autre avait désisté pour une raison de mauvaise performance.

Comme planifié, les étudiants passent le premier semestre à l'université de Prétoria. Pour le second semestre, les étudiants sont scindés en quatre (4) groupes. L'un des groupes reste à l'université et chacun des trois autres groupes passe un semestre dans l'une des facultés partenaires de droit – à l'université du Ghana, de Makérééré et de Western Cape.

Le programme avait été perçu comme ayant réussi étant donné qu'il s'agissait d'une première initiative de son genre. Le principal but avait été réalisé avec 28 avocats africains qui avaient achevé un programme de maîtrise en droits de l'homme avec une option sur l'Afrique. L'attente est de consolider ce qui a été fait et d'améliorer le curriculum. Il existe présentement 18 étudiants de 18 pays africains au programme et le plan d'augmenter la participation des étudiants des autres parties de la région.

Il serait très tôt de faire des déclarations définies sur la performance des réseaux mais les rapports reçus et le manque des rapports des deux autres réseaux font cas du démarrage lent de certains des réseaux. Les deux premiers réseaux, surtout celui qui est sous le contrôle de l'université de Cape Town se trouve au niveau préparatoire. En revanche, les deux autres réseaux sous le contrôle d'UNISA et l'Université de Prétoria semblent avoir fait beaucoup de travail réel. On espère que les mois à venir produiront des résultats concrets à partir des autres réseaux.

Les Contraintes

Une importante contrainte évoquée par les réseaux était le retard de paiement de la première tranche qui avait aussi retardé l'achat des équipements scientifiques qui sont requis par certains des réseaux. On espère que le déboursement des tranches d'après sera amélioré. D'autres contraintes mentionnées étaient les difficultés de communication entre les réseaux.

En vue de la tentative de démarrage de certains des réseaux, il serait nécessaire d'effectuer des visites planifiées à des réseaux sélectionnés durant la période d'exécution. Ceci pourra contribuer à l'évaluation du progrès réel et au redressement de certaines des contraintes que quelques-uns des réseaux ont éprouvées.

2. Le Développement des Systèmes d'Assurance-Qualité dans les Universités Africaines

Historique

Les objectifs globaux de ce projet sont: évaluer les pratiques passées et présentes de l'assurance qualité et la mise en oeuvre d'auto-évaluations institutionnelles dans certaines universités africaines; renforcer la sensibilisation sur les questions relatives à l'assurance qualité dans les universités en Afrique; encourager les pratiques ou processus d'audit de qualité dans les universités africaines; assister les universités membres à développer des procédures d'assurance qualité; entreprendre une coordination effective des pratiques d'assurance qualité dans les universités africaines.

Réalisations

Sous ce projet, un nombre de réalisations a été enregistré.

- Un questionnaire a été conçu sur l'état des pratiques d'assurance qualité

dans les universités africaines et envoyé à 152 institutions membres. Quarante deux (42) réponses ont été reçues. Elles émettent l'idée d'un niveau de sensibilisation sur la gestion de la qualité et la priorité qui y est attachée par les institutions membres.

- Un groupe d'experts de l'AUA a choisi huit institutions, deux par sous région africaine sauf l'Afrique Centrale. Pour entreprendre la révision de certains aspects de leurs systèmes de gestion de la qualité. Il s'agit de:
 - a) L'Université Mohammed V – Souissi, Maroc
 - b) L'Université d'Assiut, Egypte
 - c) L'Université d'Abobo-Adjamé, Côte d'Ivoire
 - d) L'Université de Cape Coast, Ghana
 - e) L'Université Al Neelain, Soudan
 - f) L'Université Libre de Tanzanie, Tanzanie
 - g) L'Université de Witwatersand, Afrique du Sud
 - h) L'Université de Copperbelt, Zambie.

Seules trois des huit institutions ont soumis leurs rapports à l'AUA en témoignant de leur disponibilité de subir l'auto-évaluation.

La deuxième partie de cette phase durant cette période de présentation de rapports traite des processus d'auto-évaluation et de validation dans les trois institutions. Sur les trois institutions, seule l'Université d'Assiut, Egypte a été visitée pour la validation du processus d'auto évaluation. L'équipe comportant le coordonnateur du projet et deux évaluateurs désignés par l'AUA – le Doyen de la Faculté de Technologie (Université d'Ibadan, Nigéria) et le Doyen de la faculté d'Ingénierie (Université Ain Shams, Egypte) a visité la faculté d'Ingénierie de l'Université d'Assiut en décembre 2001.

Le rapport d'évaluation n'a pas encore été reçu. Il aurait dû être soumis en janvier 2002. Les évaluateurs ont été contactés maintes fois et on exerce toujours de pression sur eux pour qu'ils soumettent le rapport aussitôt que possible.

Défi

Le projet ne s'est pas bien déroulé comme on l'espérait au début surtout à cause d'un manque d'enthousiasme de la part des universités et aussi à cause du départ de l'ancien coordonnateur. Par conséquent, l'AUA est en train de

revoir sérieusement les stratégies et les plans d'action qui ont été utilisés durant la première phase pour améliorer la performance du projet.

2. Les Technologies d'Information et de Communications

Ce projet connaît presque un arrêt total à cause d'un manque de financement. La seule activité qui a été entreprise durant la période à l'étude a été l'organisation d'une discussion en ligne pour les pays d'expression française sur l'usage et l'application des TIC. Cette activité a été suggérée par le Bureau Régional Ouest Africain de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) au Sénégal à la suite d'une proposition qui leur a été envoyée pour l'organisation d'une réunion technique d'Experts pour les Universités d'expression française. Les discussions en ligne d'une quinzaine de jours concernaient 30 experts et intellectuels francophones et Africains.

3. Amélioration de la Gestion et de l'Acces aux Oeuvres d'Universitaires Africains

Base de Données sur les Thèses et Mémoires Africains (DATAD)

Historique

L'objectif général du projet DATAD est de fournir des informations sur les thèses et mémoires. Le projet est exécuté dans le cadre du sous-thème du programme majeur de l'AUA : L'amélioration de la gestion et de l'accès aux œuvres scientifiques africaines. Il vise à créer les capacités de collecte, de gestion et de diffusion des thèses et mémoires dans les universités africaines et à garantir une visibilité à travers l'amélioration de l'accès aux œuvres des intellectuels africains sur et en dehors du continent.

Réalisations

Plusieurs facteurs dictent les conditions dans lesquelles les opérations DATAD sont susceptibles de réussir. Parmi elles figurent, l'appui infrastructurel, les politiques claires des droits d'auteur, la gestion de la propriété intellectuelle et les dispositions d'accès. Pour examiner ces questions importantes, DATAD cherche à œuvrer avec des institutions membres de l'AUA, les experts et les

professionnels pour développer un guide générique qui aidera les institutions à examiner les questions pertinentes des droits d'auteur en vue de promouvoir la protection des droits de la priorité intellectuelle des intellectuels et des chercheurs des universités africaines et d'améliorer par conséquent l'édition et d'autres dispositions d'accès. La prochaine étape logique des institutions qui auraient achevé la digitalisation rétrospective des indicateurs abstraits serait de développer la capacité d'obtention de nouvelles soumissions électroniques et de fournir le texte complet. Le principal objectif du projet pilote DATAD concernait l'indexation rétrospective des thèses et mémoires. La prochaine étape se focalisera sur les soumissions électroniques pour accéder au même texte et au texte complet.

Guidées par les considérations d'équilibre régional et linguistique, la disponibilité de l'appui de l'infrastructure et de l'engagement institutionnel, onze institutions parmi celles qui sont impliquées dans l'Etude de faisabilité ont été identifiées pour inclusion dans la phase pilote. Il s'agit :

- L'Université d'Addis Abéba
- L'Université de Makérére
- L'Université du Zimbabwe
- L'Université Kényatta
- L'Université de Yaoundé 1
- L'Université Cheikh Anta Diop
- L'Université Eduardo Mondlane
- L'Université de Dar-es-Salaam
- L'Université Ain Shams
- L'Université du Ghana et
- Le Conseil pour le Développement de la recherche en science sociale en Afrique (CODESRIA)

DATAD, en tant qu'initiative de renforcement des capacités soutient les institutions participantes à travers le développement des compétences, la promotion et l'orientation des infrastructures en vue de l'indexation rétrospective des collections existantes. Les institutions participantes pour leur part sont censées maintenir des programmes annuels mis à jour comme une partie de leur contribution institutionnelle. Durant les quelques premiers mois, le projet s'est focalisé sur la planification et les préparatifs au secrétariat de l'AUA et dans les institutions (cadre du bureau, la création d'un comité consultatif, la communication avec les institutions et dans certains cas, les visites des sites pour discuter des politiques et du plan d'exécution).

La création des mécanismes de gestion institutionnelle, l'identification des besoins techniques et infrastructurels et la formation des formateurs constituaient les premières mesures importantes.

Un manuel de méthodologie DATAD (<http://www.aau.org/datad/reports/datadmanual.pdf>) spécifie les besoins minimums pour l'infrastructure, le matériel, le logiciel, le soutien et la coordination administratifs. Les données DATAD, enregistrées selon les besoins d'enregistrement des données de terrain et l'indexation des sujets aussi examinées pour normaliser et guider l'entrée des données dans les différentes institutions.

En collaboration avec l'Université d'Addis Abéba, un atelier et une réunion DATAD du Comité consultatif ont été organisés à Addis Abéba en Ethiopie du 11 au 13 juin 2002.

L'atelier avait pour thème, « l'amélioration de la gestion et de l'accès aux œuvres scientifiques en Afrique », ses objectifs étaient comme suit :

- Donner l'occasion aux institutions impliquées dans le projet de partager les expériences et de discuter des questions pertinentes au projet comme partie intégrale du renforcement des capacités des institutions en vue de promouvoir la gestion et la diffusion des informations de recherche.
- Prévoir et discuter des rapports de chaque institution sur les problèmes/défis et solutions d'exécution, les données quantitatives et qualitatives du travail indexé, les propositions d'amélioration et de mise en œuvre et la voie de l'avant.

Les participants à cet atelier provenaient des institutions qui étaient impliquées dans le projet DATAD.

D. Programmes du Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur

Historique

Le GTES est financé par l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA). Sa principale institution de collaboration est la Banque Mondiale (Washington). Le groupe cible les institutions d'Enseignement Supérieur en Afrique, les décideurs de l'Enseignement Supérieur en Afrique et les partenaires du développement intéressés dans le financement de l'Enseignement Supérieur en Afrique.

Les principaux objectifs du GTES sont:

- Améliorer la compréhension de la crise actuelle de l'Enseignement Supérieur en Afrique et identifier les réponses effectives;
- Créer un consensus parmi les gouvernements africains et les agences de développement sur les priorités de financement de l'Enseignement Supérieur;
- Promouvoir des réponses innovatrices à travers des programmes pilotes de collaboration; et
- Encourager les capacités régionales à partager les leçons apprises et les approches prometteuses des problèmes communs de l'Enseignement Supérieur en Afrique.

Réalisations

Les principales activités et réalisations du groupe durant la période de présentation de rapports étaient comme suit :

- a) Diffusion des résultats et des leçons apprises des importantes publications du GTES, lancer un défi aux challengeurs : comprendre et élargir les réponses des universités en Afrique au VIH/SIDA et aux recommandations d'action de suivi.

Le rapport qui a attiré l'attention de certaines personnes y compris les articles des journaux internationaux et nationaux et une citation sur la BBC, ont été traduits en français et ventilés à grande échelle au sein de l'Afrique subsaharienne.

En plus, la coordonnatrice du GTES a préparé de brefs résumés du rapport qui ont été présentés dans six bulletins d'informations régionaux et internationaux sur l'Enseignement Supérieur.

La présentation des résultats de l'étude durant la conférence générale avait poussé l'AUA à proposer la création d'une initiative de VIH/SIDA au sein de son programme majeur de 2001-2004.

- b) L'étude régionale des innovations en matière d'Enseignement Supérieur qui cherche à identifier et à documenter les innovations de l'Enseignement Supérieur actuellement en cours à trois niveaux distincts (systèmes, institutions et facultés) et dans six domaines jugés comme étant critiques à la transformation de l'Enseignement Supérieur en Afrique (réponses aux besoins de la société, à la planification stratégique, au financement, à

la gouvernance, à la réforme curriculaire et au développement des ressources humaines), a fait de bons progrès en dépit des difficultés.

Les contraintes comprenaient un taux très bas de réponses aux questionnaires des universités, les difficultés d'organiser des réunions face à face pour l'équipe de recherche et les retards des déboursements de fonds. Le programme des réseaux de coopération régionale dans le domaine de la formation du 3ème cycle et de la recherche avait également connu d'importants retards de démarrage y compris la démission du chargé de programmes qui gérait cette activité. Un nouveau chargé de programmes avait cependant été recruté en mai 2002 et a remis le projet sur les rails.

- c) Un manuel de référence intitulé : connecter pour s'informer : l'exploitation efficace de l'Internet en Afrique a été publié et distribué aux bibliothèques des universités, aux centres informatiques et aux parties intéressées en Afrique subsaharienne.
- d) A la suite de l'accord relatif au protocole d'entente qui définissait les relations de travail entre le GTES et l'AUA qui a établi un calendrier pour le transfert graduel des responsabilités du coordinateur du GTES à l'AUA, les termes de référence du coordonnateur du GTES à l'AUA avaient été rédigés et approuvés. Le poste a été annoncé du long en large et Mademoiselle Alice Sena LAMPTEY a été désignée pour prendre fonction en mai 2002.
- e) D'autres activités durant la période à l'étude concernaient l'affichage de tous les principaux documents et rapports du GTES y compris les réunions de son comité de pilotage sur le site web de l'ADEA/GTES. Ceci a assuré à une plus grande sensibilisation du public sur les activités du GTES et a abouti à une augmentation sensible du nombre de requêtes de courrier électronique surtout de la part des étudiants de troisième cycle qui recherchaient des informations et des publications. Une liste de distribution électronique de presque cent intellectuels et décideurs africains intéressés dans l'Enseignement Supérieur a également été établie et mise à jour régulièrement.

Le GTES semble mieux opérer comme activité régionale dont la force a été de façon historique, la génération et le partage du savoir et de refléter en sorte les mandats de recherche et d'enseignement de l'université.

Comme le GTES se lance davantage dans le programme de développement et d'exécution, des dispositions d'administration financière et de gestion courantes consomment d'importantes parties du temps de la coordonnatrice et du comité de pilotage.

L'expansion de la planification et des besoins de présentation de rapports de l'ADEA ensemble avec l'introduction des réunions de coordination semi-annuelle et diverses initiatives du secrétariat qui nécessitent souvent des contributions mènent inévitablement à la redéfinition du rôle de la coordonnatrice du GTES.

L'orientation initiale semi-volontaire informelle cède la place à un leadership de plein temps ou de mi-temps plus structuré et l'expertise technique cède la place à une demande de compétences organisationnelles et de gestion plus grande ; l'une des causes pour lesquelles la coordonnatrice de mi-temps est basée à l'AUA. Avec l'arrangement actuel, on espère voir renforcer le développement et la mise en œuvre du programme de travail du GTES.

II. ACTIVITÉS NON-THÉMATIQUES

A. Services Aux Membres

1. Echange de Personnel

Historique

Le programme d'échange des membres du personnel, l'un des programmes les plus populaires développés par l'Association des Universités Africaines (AUA) avait démarré avant 1990. Jusqu'ici ce programme est soutenu par le service d'échange académique allemand (DAAD), la Fondation FORD (FF) et l'AUA.

Plusieurs universités africaines font souvent face à un manque de membres du personnel académique pour conduire de façon efficace leurs programmes académiques. Ceci affecte invariablement les programmes de façon adverse. Pour améliorer la qualité des produits/résultats des programmes académiques dans les universités africaines, la coopération inter universitaire qui est l'un des principaux objectifs de l'AUA doit être poursuivie. Le programme d'échange des membres du personnel de l'AUA est conçu pour promouvoir une telle

coopération inter universitaire à travers l'échange des membres du personnel entre les universités africaines.

Les membres du personnel académique qui sont sélectionnés comme membres du programme participent dans une gamme d'activités telles que l'enseignement, la recherche, le rôle des examinateurs externes, le rôle des participants au séminaire, aux ateliers et aux conférences. Le programme d'échange des membres du personnel encourage également la coopération en matière de recherche entre le personnel et facilite l'usage des congés sabbatiques à des fins utiles.

Le processus de mis en œuvre du programme consiste à annoncer les bourses aux universités membres, à choisir les boursiers à préciser la participation des boursiers au programme, à la présentation des rapports par les boursiers et à la coordination, au suivi et à l'évaluation du programme. Pour l'année académique 2001-2002, le programme avait été financé par la fondation FORD et le budget s'élevait à 10500 dollars.

Les rendements attendus du programme concernent : l'octroi de bourses d'échange aux membres du personnel, les missions entreprises par les boursiers et la promotion de la mobilité du personnel académique sur le continent.

Un appel de nominations des participants au programme d'échange des membres du personnel de l'AUA pour l'année académique 2001-2002 avait été envoyé à toutes les universités membres en juillet 2001. En tout, 24 nominations avaient été reçues pour l'année en cours. Une réunion interne du personnel professionnel de l'AUA s'était tenue en décembre 2001 en vue de l'allocation des bourses pour l'année académique 2001-2002. Sept bourses avaient été allouées.

Seules 2 missions avaient été entreprises durant la période de ce rapport à cause des changements des programmes entre les boursiers sélectionnés et les institutions hôtes et l'incapacité de certaines des institutions d'utiliser les bourses. Des dispositions définies ont été actuellement prises pour permettre à certains des boursiers d'entreprendre leurs missions.

Défis

Les principales contraintes qui se posaient au programme d'échange des membres du personnel étaient le financement inadéquat et les changements des programmes. Bien que le programme soit assez populaire, le financement est inadéquat. La distribution régionale et linguistique des universités répondantes n'est pas déterminée par l'AUA étant donné que la distribution dépend des

universités qui décident de répondre à l'appel de nomination de l'AUA. Aussi, bien que l'AUA conseille les universités à accorder de préférence à la nomination des femmes, les universités répondantes déterminent la distribution des personnes qu'elles désignent pour obtenir les bourses d'échange du personnel sur la base du sexe.

2. Programme International de Bourses

Historique

Le Programme de Bourses Internationales (PBI) de la Fondation FORD (FF) représente le plus grand programme jamais soutenu par la Fondation FORD. A travers le PBI, FORD investira 280 millions de dollars au fil d'une période de 10 ans pour fournir de l'appui jusqu'à 3 ans d'études formelles post-baccalauréat aux boursiers des pays d'Afrique du moyen orient, d'Asie, d'Amérique latine et de Russie où la fondation poursuit des programmes actifs d'outre mer. Le PBI parrainera environ 350 nouveaux boursiers par an et un total de 3500 boursiers durant la période.

Le but du PBI est de permettre aux individus exceptionnels de plusieurs parties du monde qui n'ont pas la chance de faire des études avancées de poursuivre des études dans le cadre des programmes de formation de 3ème cycle. Les boursiers internationaux FORD, nom que porteront les boursiers sont censés devenir des leaders dans les domaines qui promouvront la réalisation des objectifs de la fondation de renforcer les valeurs démocratiques, de réduire la pauvreté et l'injustice, de promouvoir la coopération internationale et les réalisations des hommes.

En l'an 2000, le PBI avait été initialement lancé dans quatre sites pilotes notamment l'Afrique de l'ouest, l'Amérique du sud (le Chili et le Pérou), la Russie et le Vietnam. Après, le programme s'est vu élargir et est actuellement opérationnel dans 22 pays et/régions.

L'AUA a été sélectionnée par la Fondation FORD comme son partenaire de gestion du programme en Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria et Sénégal). Ce rapport présente l'expérience de la sous région ouest africaine durant la période de juillet 2001 à juin 2002 qui faisait partie de la phase pilote.

Les principaux objectifs de cette période étaient:

- Choisir au moins cinquante six candidats qualifiés, talentueux et dotés de

potentiels de leadership pour les années académiques 2001/2 et 2002/3, développer et exécuter un programme approprié d'orientation pour eux avant leur départ pour les études de 3^{ème} cycle;

- Etablir une base de données des candidats sélectionnés et maintenir des contacts avec eux durant et à l'achèvement de leurs études tout en développant un arrangement de réseautage avec les 3 autres sites pilotes.

Réalisations

A la suite de la nomination d'un chargé principal de programmes et d'un chargé de programmes pour coordonner et exécuter le projet, une série d'activités a été entreprise y compris l'annonce officielle du démarrage des compétitions dans les 3 pays participants. Les interviews et les réunions de sélection ont été alors suivies par l'approbation des 28 boursiers par le bureau de PIB à New York.

En juillet 2001, le coordonnateur du programme et le Président du comité de sélection régionale de 2001-2002 avait participé à une réunion de tous les sites pilotes du PIB à Hanoi au Vietnam pour partager les expériences et les leçons qui ont été apprises du premier exercice de sélection. Les participants de cette réunion provenaient du Pérou, du Chili, de la Chine, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est, de l'Inde, des Philippines, de l'Indonésie, du Vietnam et de la Russie.

L'AUA s'est reliée à l'Institut International de l'Education (IIE) pour placer les boursiers de 2001/2 dans diverses institutions du monde entier surtout au Royaume Uni, aux Etats Unis d'Amérique, au Canada et en Afrique du Sud. Avant leur départ en septembre 2001, un programme d'orientation qui avait pour thème le leadership dans un monde mondialisé : les défis et les opportunités avaient été organisés pour les 28 boursiers d'Afrique de l'Ouest. La réunion s'était tenue à Elmina au Ghana.

Ce programme d'orientation soutenu par des personnes ressources du Ghana, du Nigéria et du Sénégal avait servi de plate-forme de développement pour un réseau PBI durable. Il avait également donné aux boursiers une notion d'identité avec laquelle ils avaient entrepris leurs études.

Entre juin et octobre 2001, le processus de sélection du second groupe de boursiers s'est déclenché et a abouti à l'octroi de 28 autres bourses aux boursiers ouest africains.

Les critères suivants continuent à servir de directives au processus de sélection:

- Le potentiel académique;
- La base sociale et l'histoire personnelle;
- L'expérience du service communautaire ou des activités de développement;
- Les qualités réelles ou potentielles de leadership;
- La pertinence des plans futurs par rapport aux problèmes ou aux questions sociales dans les pays d'origine des boursiers;
- La pertinence du domaine d'études par rapport au but de la Fondation FORD;
- La portée nationale/géographique;
- L'équilibre du genre.

En novembre 2001, le coordonnateur du programme et le chargé du projet avaient participé à une réunion du PBI-Afrique à Nairobi où ils avaient observé les interviews de sélection des membres du groupe de l'Afrique de l'Est et pris part aux diverses discussions relatives à la mise en œuvre du programme.

Vulgarisation

Malgré l'utilisation d'une variété de moyens pour atteindre les groupes cibles, la tendance est que les groupes s'exclussent eux-mêmes. Il y a alors lieu d'avoir un programme de vulgarisation plus vigoureux y compris l'usage des stations FM dans des domaines spécifiques aussi bien que le réseautage des ONG qui opèrent dans les domaines d'intérêt du PBI.

Gestion post-sélection

Bien que l'AUA fût restée dans le budget initial de la gestion générale du programme et des activités ou sélections, des domaines de collaboration intense avec les partenaires locaux du Nigéria et du Sénégal ont besoin d'être examinés. Les discussions sont en cours pour parvenir à des résultats rentables.

B. Diffusion de l'Information

Les services de diffusion de l'information que l'AUA fournit à ses membres sont les suivants:

1. Le Guide de l'Enseignement Supérieur en Afrique

Comme faisant partie de ses objectifs de dissémination de l'information sur

l'enseignement supérieur en Afrique, l'Association compile les informations sur les institutions d'enseignement supérieur en Afrique dans un répertoire. Maintenant l'AUA publie ce répertoire conjointement avec l'Association Internationale des Universités.

2. Articles de Recherche

Dix rapports ont été jusqu'ici publiés (voir l'annexe 2 pour la liste) et distribués aux membres. Des exemplaires sont disponibles au secrétariat pour la vente.

3. Lettres d'Information

Les membres et les parties prenantes reçoivent des copies gratuites de la Lettre d'Information de l'AUA publiée trois fois par an. Pour atteindre une plus grande audience, des copies sont envoyées aux bibliothèques centrales des institutions membres en plus de ce qui est habituellement envoyé au bureau du chef de l'institution.

5. Internet

L'AUA fournit des informations relatives à ses programmes et activités ainsi que ses membres sur son site Internet: <http://www.aau.org>.

C. Plaidoyer: Journée de l'Université Africaine 2001

Le 12 novembre de chaque année est marqué comme la journée des universités africaines. Le thème de la célébration de 2001 était : « la mondialisation et l'enseignement supérieur en Afrique ». Des affiches et annonces avaient été envoyées aux institutions membres leur demandant d'organiser des événements autour du thème en commémoration de la journée. Pour la deuxième fois, l'Association des Universités Africaines (AUA) et le Comité des Vice Chanceliers et 'Principals' (CVCP) au Ghana avait conjointement célébré la journée sur le campus de l'université des sciences et de technologie de Kwame Nkrumah, le 13 novembre. Toutes les universités publiques au Ghana étaient représentées à KNUST pour une journée d'exposition et de conférence.

Les résumés des rapports sur la commémoration de la journée qu'on avait reçus des institutions avaient été publiés dans le bulletin d'informations volume 7 no.3 et volume 8 no.1 de l'AUA.

Le thème proposé pour 2002 était : “la réponse des universités africaines aux questions émergentes courantes en Afrique”.

III. RAPPORTS ADMINISTRATIFS

A. 57ème Réunion du Conseil Exécutif

Il est de coutume que le secrétariat de l’AUA organise la première réunion d’un conseil nouvellement élu. La 57ème réunion du conseil s’était alors tenue à Elmina, au Ghana du 11 au 12 juin 2001. La réunion avait révisé le statut du plan stratégique qui avait été initié en 1999.

B. Adhésions de Nouveaux Membres

Deux universités notamment, l’université internationale des Etats Unis au Kenya et l’Université de Nyala au Soudan avaient été admises en qualité de membres permanentes de l’Association des Universités Africaines. Ceci mène à 172 le nombre de membres issues de 43 pays africains.

C. Le protocole d’entente entre l’AUA et l’ADEA/BM

A la suite de diverses consultations à Accra et à Washington entre le Docteur William Saint, ancien coordonnateur du GTES et le secrétariat de l’AUA et après l’approbation du conseil lors de sa 57ème session à Elmina, un protocole d’entente fut signé à Arusha, Tanzanie le 10 octobre 2001 par le Docteur William Saint de la Banque Mondiale, M. Mamadou Ndoye, secrétaire exécutif de l’ADEA et le professeur François Rajaoson, Secrétaire Général de l’AUA. Avec la signature du protocole d’entente, la coordination du GTES s’était vue transférer de la Banque Mondiale à l’AUA pour une période de transition de 3 ans.

L’un des principaux éléments du protocole d’entente était le recrutement d’un coordonnateur qui travaillera à temps partiel pour le GTES et pour le secrétariat de l’AUA. A la fin du processus de recrutement, Mme Alice Lamptey fut sélectionnée comme coordonnatrice. Elle avait pris fonctions en mai 2002.

D. Affaires du Personnel

1. Recrutements

Nom:	<i>Docteur Athanase Bakunda</i>
Poste:	Chargé principal de programmes (Programme et Coopération) Fellowships Program
Date de recrutement:	1er mai 2002
Nationalité:	Burundais
Formation:	Doctorat en sciences (Mathématiques) de l'Université de Liège, Belgique (1991), maîtrise en mathématiques, Université du Burundi (1982)
Expérience de travail:	Recteur de l'Université du Burundi et plus tard de l'Université d'Espoir (Hope University) de Nairobi a servi dans diverses capacités à l'université catholique de Bukavu en république démocratique du Congo. Jusqu'au moment de son recrutement actuel à l'AUA, il occupait le poste de chercheur à l'Université de Liège en Belgique.
Nom:	Mme Alice Sena LAMPTEY
Poste:	Coordonnatrice du groupe de travail sur l'Enseignement Supérieur
Date de recrutement:	1er mai 2002
Nationalité:	Ghanéenne
Formation:	Maîtrise en gestion d'affaires (Marketing) ; Université du Ghana, Legon. Sa spécialisation comprend le développement des ressources humaines, la planification stratégique, la formation; la formulation, des propositions de projets; la gestion des projets; le suivi et l'évaluation.
Expérience de travail:	Chargé de programmes de développement, ' Save the Children's Funds', (Ghana), coordonnatrice/directrice de programme, planning familial et projet de santé et adjoint du secrétaire général, université du Ghana, Legon. Jusqu'à son recrutement actuel à l'AUA, elle occupait le poste de Directrice exécutive de 'VISION CONSULT', une firme de

commercialisation et de gestion et s'est spécialisée dans le domaine de la formation, de la conception des projets, de la gestion, du suivi et de l'évaluation dans les domaines de la santé reproductive et sexuelle (le VIH/SIDA en particulier), les droits infantiles, le développement du leadership des jeunes et la construction des compétences de vie.

2. Départs

Le Prof. G.O. S. Ekhaguere, Chargé principal des programmes de la coopération avait mis fin à son recrutement à l'Association le 31 décembre 2001 pour retourner à son université, l'université d'Ibadan au Nigéria. Le Professeur Ekhaguere avait servi de manière efficace l'Association pendant 4 ans.

IV. PERFORMANCE FINANCIERES (de Juillet 2001 à Juin 2002)

Généralités

Le présent rapport démontre comment le revenu réel et les dépenses réelles se comparent au revenu attendu et approuvé et aux dépenses planifiées du budget actuel de fonctionnement. Le 30 avril 2002, le secrétariat avait reçu 81% (ou 2,07 millions de dollars) de revenus attendus de 2,57 millions de dollars alors que les dépenses planifiées se trouvaient dans les limites du revenu réel. Ceci a été légèrement inférieur à ce qui a été réalisé à ce point du budget de la dernière année budgétaire. Le revenu réel généré s'élevait à 2,2 millions de dollars.

Les dépenses totales nettes réelles s'élevaient à 1,66 millions de dollars qui représentaient 80% du revenu réel reçu et 66% des dépenses totales nettes attendues et approuvées de 2,53 millions de dollars.

Recettes

Deux domaines remarquables du côté de revenus sur le budget sont les droits de cotisation des membres et les subventions d'appui institutionnel et des activités du programme. L'entrée des droits de cotisation des membres se situait au niveau attendu de 89% (ou 311,000 dollars) du revenu attendu. Ceci bien sûr constitue un contraste net avec la performance de l'entrée de cotisations de la dernière année budgétaire de 411 mille dollars en ce moment et de 547 mille de dollars à la fin de l'année fiscale. Ces performances étaient dues en grande partie aux efforts d'un certain nombre d'institutions membres de payer leurs arriérés avant ou durant la dixième conférence générale de l'AUA qui s'était tenue à Nairobi au Kenya. Il se peut que la situation se répète étant donné que l'AUA se prépare pour organiser la COREVIP de 2003.

L'Association continue de jouir de l'appui de ses partenaires donateurs surtout de la Fondation FORD du SIDA de SAREC et du gouvernement néerlandais. Un soutien substantiel de 752 mille dollars a été également reçu de l'initiative de l'éducation pour le développement et la démocratie (EDDI-USA).

Le revenu d'investissement n'a pas satisfait le niveau de la cible à cause de la tendance de l'économie mondiale à la baisse. Le revenu de l'investissement représente surtout l'intérêt qui s'accumule sur nos comptes de dépôts fixes. La plupart des fonds de l'Association qui n'étaient pas disposés à une utilisation à court terme sont gardés comme des certificats de dépôts dont les recettes sont plus importantes que les investissements à court terme.

L'Association attend recevoir sa subvention annuelle de 10 mille dollars de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) présentement l'Union Africaine.

Dépenses

Les 3 principales catégories de dépenses – administration, information et communication, et recherche/programme et coopération se situaient dans les limites des montants budgétisés. Le niveau de dépenses administratives était de 85% (ou 367 mille dollars) du budget alloué de 431 mille dollars. Les principaux éléments ici sont les salaires, le voyages et les frais de subsistance des membres du conseil et du personnel et l'entretien du secrétariat et de la résidence du Secrétaire Général. Ils se situaient dans les limites de leurs budgets à l'exception des voyages, des frais de subsistance qui affichent une hausse significative par rapport au niveau de dépenses approuvées. Ceci était dû aux deux réunions

dont l'une s'était tenue au Ghana et l'autre, la réunion extraordinaire qui s'était tenue en Libye. Les dépenses dans le cadre des deux réunions s'élevaient à presque 55 mille dollars.

Le niveau de dépenses en matière d'information et de communication est conforme aux budgets alloués – 79% du niveau approuvé de 125 mille dollars.

Dans le domaine de la recherche/du programme et de la coopération, le niveau de dépenses se chiffrait à environ 1,246,000 dollars ou à 62% du niveau de dépenses approuvées de 2,004,000 dollars. L'Association continuait à appliquer ses principales activités du programme y compris l'échange du personnel et des étudiants (la mobilité académique). Quant aux activités du programme financées à partir des subventions restreintes, le niveau de dépenses s'élevait à environ 1051000 dollars, ce qui représentait 60% du montant budgétisé. Le niveau de l'ensemble des dépenses réelles pour les programmes est censé accroître avant la fin de l'année fiscale par rapport au projet de coopération régionale du domaine de la formation de 3ème cycle et de la recherche (réseaux régionaux) et échange des membres du personnel.

Annex 1

Membres du Conseil Exécutif, 2000-2002

Président

1. Le Prof. Georges Eshiwani (Vice-chancelier, Université de Kényatta, Kenya)

Vice Présidents

2. Le Prof. Dorothy L. Njeuma (Vice Chancelier, Université de Buea, Cameroun)
3. Le Prof. Hamied Shalaby (Président de l'Université Suez Canal, Egypte)
Prof. Shalaby était décédé en 2001 et avait été remplacé par le Prof. Abdolkabir Saed Al-Fahry
4. Le Prof. J. Okojie (Vice-Chancelier de l'Université d'Agriculture d'Abeokuta au Nigéria)

Membres

5. Le Prof. Mathew Aduoe (Vice-Chancelier de l'Université de Bahr el Ghazal au Soudan)
6. Le Prof. Abdolkabir Saed Al-Fahry (Vice-Chancelier de l'Université de Sebha en Libye)
7. Le Prof. S. Ayim (Vice-Chancelier de l'Université des sciences et de technologies de Kwami Nkruma, Ghana)
8. Le Prof. T. Jonathan (Vice Recteur de l'Université Nationale du Lesotho)
9. Le Prof. Peter Katjavivi (Vice-Chancelier de l'Université de Namibie)
10. Le Prof. M.L. Luhanga (Vice-Chancelier, Université de Dar-es-Salaam)
11. Le Prof. John Melamu (Maître Assistant, Université du Botswana)
12. Le Prof. Njabulo Ndebele (Vice-Chancelier, Université de Cape Town, Afrique du Sud)
13. Le Prof. Lamine Ndiaye (Ancien Recteur, Université Gaston Berger, Sénégal)
14. Le Prof. Moussa Ouattara (Recteur, Université Polytechnique de Bobo Dioulasso, Burkina Faso)
15. Le Dr. Emil Rwamasirabo (Vice-Chancelier, Université du Rwanda)
16. Le Prof. François Rajaoson (Secrétaire Général et Secrétaire du Conseil)

Annex 2

Rapports de Recherche

- 1 Ssewanyana, S. Abagi O. *Revitalising Financing of Higher Education in Kenya: Resource Utilisation in Public Universities*. Research Article de recherche No. 1. Accra : Association des Universités Africaines, 1998.
- 2 Abagi, Okwach. *Revitalizing Financing of Higher Education in Kenya: Resource Allocation in Public Universities*. Article de recherche No. 2. Accra: Association des Universités Africaines, 1998.
- 3 Mayanja M.K. *The Social Background of Makerere University Students and the Potential for Cost Sharing*. Article de recherche No. 3. Accra: Association des Universités Africaines, 1998.
- 4 Liverpool L.S.O. et al. *Modelling for Resource Allocation to Departments and Faculties in African Universities*. Article de recherche No. 4. Accra: Association des Universités Africaines, 1998.
- 5 Jinadu M.K.et al. *An Innovative Approach to Undergraduate Medical Education in Nigeria*. Article de recherche No. 5. Accra: Association des Universités Africaines, 2000.
- 6 Ruth Damian. *The Stories We Tell and the Way We Tell Them: An Investigation into the Institutional Culture of the University of the North, South Africa*. Article de recherche No. 6. Accra: Association des Universités Africaines, 2000.
- 7 Samb, M. Moussa, M. Diong Mamadou and M. Thiaw Babacar. *Etude sur le suivi des diplomes de l'universite Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD-Senegal) dans le milieu du travail*. Article de recherche No. 7. Accra: Association des Universités Africaines, 2001.
- 8 Daijage, Erasmus S. *Knowledge and Skills of B.Com Graduates of the Faculty of Commerce and Management, University of Dar-Es-Salaam in the Job Market*. Article de recherche No. 8. Accra: Association des Universités Africaines, 2001.

- 9 Mayanja, Muhammad K. et al. *A Comparative Study of Makerere University Graduates of the Faculties of Arts and Sciences*. Article de recherche No. 9. Accra: Association des Universités Africaines, 2001.
- 10 Boubekeur, Farid. *L'Évaluation de la formation universitaire: Le point de vue des diplômés*. Article de recherche No. 10. Accra: Association des Universités Africaines, 2001.

Annex 3

Autres Publications de l'AUA 2000-2002

- 1 Mazimpaka, Jolly, G.F. Daniel. *Post-Genocide Restructuring of Higher Education in Rwanda, an Overview*. Rapport occasionnel no. 4. Accra: Association des Universités Africaines, 2000.
- 2 Adubifa, Akin (ed). *Towards the Introduction and Application of Information and Communication Technologies in African Universities*. Accra: Association des Universités Africaines, 2001.

Annex 4

Les Réseaux de Coopération Régionale de l'AUA dans le Domaine de la Formation du Troisième Cycle et de la Recherche

Institution de coordination: Université de Cape Town, Afrique du Sud

Domaine de spécialisation: Les sciences universitaires, des sciences humaines et les programmes et de partenariats dans le domaine d'Ingénierie en Afrique (USHEPIA)

Institutions participantes: Université du Botswana, Université de Cape Town, Université de Dar-Es-Salaam, Université de Nairobi, Université de Zambie, Université du Zimbabwe, Université d'Agriculture et de technologie Jomo Kenyatta, Université de Makéréré.

Institution de coordination: Université d'Ibadan, Nigéria

Domaine de spécialisation: Maîtrise en études humanitaires et en études relatives aux Réfugiés.

Institutions participantes: Université de Sierra Leone, Université du Libéria, Université Nationale du Rwanda, Université Eduardo Mondlane, Université de Khartoum, Université de Conakry, Université du Burundi, Université du Ghana

Institution de coordination: Centre d'Etude pour l'amélioration de l'Adaptation à la sécheresse (CERASS), Sénégal

Domaine de spécialisation: Les programmes de formation diplômante et de la Recherche collaborative dans le domaine de l'agriculture semi-aride.

Institutions participantes: L'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA), Thiès, Sénégal, Université Cheick Anta Diop (UCAD), Sénégal, Université d'état d'Abia (ABSU), Nigéria, Collège Fourah Bay, Sierra Leone, Université de Sierra Leone (FBCUSL), Université de Cocody (UC, Côte D'Ivoire, Université de Ouagadougou (UO), Burkina Faso, Centre d'Etude Régionale pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS), Sénégal

Institution de coordination: Université de Prétoria, Afrique du Sud

Domaine de spécialisation: Programme de maîtrise basé sur les droits de l'homme en Afrique

Institutions participantes: Université de Namibie, Université du Zimbabwe, Université de Zambie, Université de Dar-Es-Salaam, de Tanzanie, Université de l'Ile Maurice

Institution de coordination: Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Domaine de spécialisation: Programme d'étude de troisième cycle en micro-Biologie. Formation et Recherche

Institutions participantes: Université Nationale du Bénin (Cotonou), Université du Bénin (Togo), Université de Cocody, Côte d'Ivoire, Université de Conakry, Guinée, Université du Mali, Université de Niamey, Niger.

Institution de coordination: Université d'Afrique du Sud, Afrique du Sud

Domaine de spécialisation: Réseau régional d'Assurance Qualité dans le domaine de comptabilité

Institutions participantes: Université du Zimbabwe, Université de Namibie, Université du Botswana, Université

du Lesotho, Université du Malawi, Université
du Swaziland, Université d'Afrique du Sud.

Annex 5

Membres de l'AUA

En juin 2002, le nombre total des membres de l'AUA s'élevait à 172 membres issus des pays africains suivants:

Pays	Nombre	Pays	Nombre
Algérie	7	Malawi	1
Angola	1	Mali	1
Bénin	1	Mauritanie	1
Botswana	1	Ile Maurice	1
Burkina Faso	2	Maroc	4
Burundi	1	Mozambique	4
Cameroun	4	Namibie	1
Rép. Centre Africaine	1	Niger	1
Tchad	1	Nigéria	29
Congo (Brazzaville)	1	Rwanda	2
Congo (RD)	4	Sénégal	2
Cote d'Ivoire	2	Sierra Leone	1
Egypte	15	Afrique du Sud	18
Eritrée	1	Soudan	19
Ethiopie	2	Swaziland	1
Gabon	2	Tanzanie	3
Ghana	6	Togo	1
Kénya	9	Tunisie	1
Lesotho	1	Ouganda	2
Libéria	2	Zambie	2
Libye	6	Zimbabwe	3
Madagascar	4		